

Espaces et sociétés

Appel à articles pour le dossier thématique Néolibéralisation de l'éducation et fabrique des territoires

Coordonné par Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

Parmi les 17 Objectifs de développement durable définis par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, le quatrième vise, d'ici à 2030, à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cet objectif constitue aujourd'hui le référentiel stratégique international en matière d'éducation. Toutefois, s'il représente un défi caractéristique des sociétés contemporaines, l'accès à une éducation de qualité reste très inégal dans le monde. Les inégalités sociales et culturelles mais aussi les disparités de genre, d'appartenance ethnique, d'identité sexuelle, de religion, de résidence, de nationalité, de statut au regard du droit au séjour et de situations de handicap (UNESCO, 2021) sont exacerbées avec la mise en place progressive d'un nouvel ordre éducatif mondial (Laval et Weber, 2002). En effet, le tournant néolibéral amorcé dans les années 1980 a engendré le déclin du monopole de l'État sur les questions éducatives et l'introduction d'une multitude d'acteurs, internationaux, supranationaux et privés (Au et Ferrare, 2015 ; Ball, 2012). Depuis lors, les systèmes éducatifs sont le théâtre de nombreuses réformes d'inspiration néolibérale (Gulson, 2011 ; Jahnke *et al.*, 2019 ; Giband *et al.*, 2020), tandis que les États se voient toujours davantage évalués et mis en concurrence du point de vue de leurs performances scolaires (Chatel, 2013).

La néolibéralisation de l'éducation, qui se manifeste par des processus de privatisation de services et d'institutions éducatifs, mais aussi par l'intégration de logiques commerciales et managériales dans des dispositifs publics, prend une ampleur croissante dans de nombreux contextes du Nord et du Sud. Elle concerne l'enseignement supérieur, mais également l'enseignement scolaire (primaire et secondaire) et préscolaire, couvrant ainsi transversalement l'ensemble des niveaux éducatifs. Des travaux de recherches, principalement dans les champs de la sociologie et des sciences de l'éducation, se sont penchés sur ces transformations (Félouzis *et al.*, 2013). Ils croisent toutefois peu les secteurs publics et privés de l'éducation, d'une part, et l'enseignement primaire, secondaire et universitaire, d'autre part. La mise en regard des travaux sur les pays du Nord et ceux du Sud est encore plus rare, bien qu'elle soit émergente (Giband *et al.*, 2020). De plus, ces recherches sont assez peu tournées vers l'analyse des espaces concernés par ces transformations, plus souvent envisagés comme des contextes que comme de véritables territoires structurés par les dispositifs éducatifs. L'éducation est pourtant devenue structurante, voire motrice de l'attractivité d'un quartier, d'une métropole ou d'une région, en même temps qu'un outil de redynamisation des zones rurales délaissées.

Ce dossier thématique s'inscrit dans la continuité des interrogations que la revue *Espaces et sociétés* soulève sur la mise en relation entre les dynamiques éducatives et territoriales (n° 166, 2016, « Espaces scolaires et éducatifs » ; n° 159, 2014 « L'Université : retour à la ville »). Son originalité consistera donc à documenter la manière dont les logiques néolibérales, qui

traversent le secteur éducatif du primaire au supérieur, participent de la fabrique des espaces contemporains, aussi bien dans des marges (urbaines ou rurales) que dans des centralités métropolitaines – tout comme dans des espaces créés spécifiquement pour l'éducation, à l'exemple des campus éducatifs ou des *hubs* éducatifs émergents, par exemple en Asie (Singapour, Hong Kong, Malaisie) et au Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn). Il s'intéressera également à la façon dont s'internationalisent et circulent des modèles éducatifs dans ce processus, entre enseignement primaire, secondaire et supérieur, entre public et privé, entre Nords et Suds, sans présupposer d'un sens unidirectionnel de ces circulations.

Pour ce faire, ce dossier propose trois axes de réflexion, qui pourront aussi être abordés de manière transversale.

1. Espaces de circulation des modèles éducatifs dans le tournant néolibéral

Si le néolibéralisme est une notion définie, discutée dans la littérature scientifique, elle demeure relativement surplombante (Harvey, 2007). C'est pourquoi de nombreux auteurs et autrices lui préfèrent celle de néolibéralisation, en tant que processus, qui permet de mettre davantage l'accent sur les transformations sociales, économiques, politiques et géographiques au sein de contextes nationaux variés, et à différentes échelles. Dans le cas de l'éducation, la privatisation fait l'objet d'un intérêt croissant, mais aussi de controverses et du déploiement d'une nouvelle terminologie, ainsi que l'illustre la notion de quasi-marché, qui permet de décliner et d'identifier les parts du privé dans l'éducation, notamment publique à plusieurs échelles – des dispositifs locaux aux politiques nationales et injonctions internationales (Félouzis *et al.*, 2013 ; Verger *et al.*, 2016). C'est bien parce que ce tournant néolibéral s'incarne différemment selon les États, des Nords et des Suds, et les territoires, urbains et ruraux, que l'on peut observer des modèles de privatisation et de managérisation de l'éducation différents, qui se ressemblent sans être pour autant identiques. Si la circulation transnationale des modèles éducatifs est une histoire ancienne (Alix et Kahn, 2023), quels sont les modèles contemporains, comment et dans quels espaces circulent-ils ? Sont-ils des déclinaisons d'un modèle global ou peut-on observer des spécificités régionales, voire subrégionales ? Existe-t-il des modèles concurrents, qui traduirait des visions différentes de ce que devrait être l'éducation dans un contexte mondialisé ?

1. Internationalisation des acteurs de l'éducation : formes et espaces

Les acteurs privés tels que les entreprises d'éducation et les institutions éducatives cherchent aujourd'hui à étendre leur influence au-delà des frontières nationales (Burch, 2009 ; Saltman, 2015). Cette expansion se manifeste par la création de campus internationaux (à l'exemple des *education hubs* et des *education cities*), l'établissement de partenariats éducatifs transnationaux et l'exportation de programmes éducatifs à l'étranger selon des relations diplomatiques anciennes et nouvelles. Les institutions éducatives publiques, telles que les universités, les organismes gouvernementaux et les organisations internationales, jouent également un rôle croissant dans ce processus (Ball, 2012 ; Lipman, 2013 ; Rönnberg, 2017). Ces acteurs cherchent à promouvoir l'échange culturel, le transfert de connaissances et la mobilité des

étudiant-e-s et des enseignant-e-s à l'échelle mondiale. Cependant, cette internationalisation soulève des questions complexes liées à l'inégalité d'accès à l'éducation et à la mobilité pour études (Jamid *et al.*, 2020), à la standardisation des curricula, aux différences culturelles et aux dynamiques de pouvoir. Selon quelles logiques politiques, économiques et géographiques, ces acteurs se déploient-ils ? Une attention particulière sera portée aux entrepreneurs de l'éducation, dits « édupreneurs », et notamment aux groupes internationaux, et à leurs espaces de déploiement (Li, 2011).

Faisant écho aux récents travaux sur la néolibéralisation des systèmes éducatifs et les répercussions socio spatiales de ce processus à différentes échelles (Cucchiara, 2013 ; Audren, 2015 ; Giband *et al.* 2020 ; Nafaa, 2021), il s'agit aussi d'appréhender les logiques de déploiement des acteurs, les transformations des espaces qu'ils induisent, ainsi que les relations de pouvoir et de dépendance qui y sont à l'œuvre. Comment les acteurs éducatifs publics, privés et internationaux peuvent-ils accroître l'attractivité d'un territoire et de quelle manière, inversement, peuvent-ils contribuer à son rejet, de l'échelle du quartier à celle plus large de la métropole, de la région voire du pays concerné ?

2. Enjeux spatiaux du développement du marché éducatif privé

La structure classique du marché privé est, dans de nombreux États, souvent transformée par l'apparition de nouveaux établissements, qui ne se destinent plus seulement aux élèves les plus privilégié-e-s, mais au plus grand nombre, en affinant et diversifiant la gamme des produits éducatifs, leurs tarifs, leurs infrastructures et leur offre pédagogique. Quelles sont leurs logiques de diffusion ? Peut-on identifier de nouveaux types d'écoles privées ? Des offres éducatives spécifiques sont-elles repérables en fonction des territoires d'implantation ? Peut-on repérer des spécialisations régionales ou nationales ? Enfin, quels sont les effets de ces dynamiques de privatisation en matière d'inégalités socio spatiales ?

Les articles pourront s'appuyer sur des études de cas spécifiques, à partir de champs disciplinaires pluriels, croisant dimensions sociales et spatiales du phénomène. Afin de favoriser des perspectives croisées, des recherches comparatives sont également bienvenues, qu'elles soient locales, régionales, nationales, au Nord et au Sud. Nous serons enfin sensibles aux aspects théoriques, épistémologiques et méthodologiques des propositions qui appréhendent les logiques de néolibéralisation des systèmes éducatifs au croisement des transformations des territoires.

BIBLIOGRAPHIE

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, « Circulations transnationales en matière d'éducation (XIX^e-XX^e siècles) : note de synthèse des travaux d'un champ de recherche en expansion », *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].

- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Géographie de la fragmentation urbaine et territoires scolaires à Marseille*, thèse de doctorat en géographie, Aix Marseille Université.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, « L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français», *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.
- FELOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *Les marchés scolaires : sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, Puf.
- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, « Introduction. Éducation, privatisation, ségrégation : regards croisés Nord/Sud. De l'importance de la dimension spatiale des dynamiques éducatives », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-Londres, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (dir.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, KABBANJI Lama, LEVATINO Antonina, MARY Kévin, 2020, « Les migrations pour études au prisme des mobilités sociales », *Migrations Société*, vol. 2, n° 180, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, thèse de doctorat en pédagogie, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Déposséder l'école pour servir la ville néolibérale aux États-Unis, les cas d'Atlanta et de Philadelphie*, thèse de doctorat en géographie, université de Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, « From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move », *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-Londres, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consulté le 13/07/2023].

VERGER Antony, FONTDEVILA Clara, ZANCAJO Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

COORDINATION DU DOSSIER

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard **le 25 mars 2024**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux adresses suivantes :

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;

hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION

La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-aconsignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication

Espaces et sociétés

Convocatoria de artículos para el monográfico Neoliberalización de la educación y reconfiguración territoriales

Coordinado por Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

Entre los 17 Objetivos de desarrollo sostenible definidos por la Asamblea General de las Naciones Unidas en 2015, el cuarto aspira a, de aquí a 2030, “garantizar una educación inclusiva, equitativa y de calidad, y promover oportunidades de aprendizaje durante toda la vida para todos”. Este objetivo constituye hoy la referencia estratégica internacional en materia de educación. Sin embargo, aunque representa un desafío característico de las sociedades contemporáneas, el acceso a una educación de calidad sigue siendo muy desigual en el mundo. Las desigualdades sociales y culturales, pero también las disparidades de género, de pertenencia étnica, de identidad sexual, de religión, según el lugar donde se vive, la nacionalidad, el estatus, el derecho de residencia y la discapacidad (UNESCO, 2021), se han intensificado con el progresivo establecimiento de un nuevo orden educativo mundial (Laval y Weber, 2002). El giro neoliberal iniciado en la década de 1980 generó el declive del monopolio del Estado en las cuestiones educativas y la introducción de una multitud de actores internacionales, supranacionales y privados (Au y Ferrara, 2015; Ball, 2012). Desde entonces, los sistemas educativos han sido el escenario de numerosas reformas de inspiración neoliberal (Gulson, 2011; Jahnke *et al.*, 2019; Giband *et al.*, 2020), mientras que los Estados se ven cada vez más evaluados y sujetos a concurrencia desde el punto de vista del rendimiento escolar (Chatel, 2013).

La neoliberalización de la educación, que se manifiesta mediante procesos de privatización de servicios y de instituciones educativas, pero también mediante la integración de lógicas comerciales y de gestión empresarial en los sistemas públicos, cobra cada vez más extensión en muchos contextos del Norte y del Sur. Incluye la enseñanza superior pero también la escolar (primaria y secundaria) y preescolar, cubriendo así transversalmente el conjunto de todos los niveles educativos. Los trabajos de investigación, principalmente en los campos de la sociología y las ciencias de la educación, han analizado estas transformaciones (Félix-Zizzi *et al.*, 2013). Sin embargo, poco han cruzado los sectores públicos y privados de la educación, por un lado, y la enseñanza primaria, secundaria y universitaria, por otro. Los trabajos sobre países del Norte y del Sur son aún más escasos, aunque constituyen un campo emergente (Giband *et al.*, 2020). Además, estas investigaciones se centran poco en los espacios afectados por estas transformaciones, que se consideran más como contextos que como verdaderos territorios estructurados por los sistemas educativos. Sin embargo, la educación se ha convertido en un factor de estructuración o incluso en un motor del atractivo de un barrio, una metrópoli o una región, así como en una herramienta de dinamización de áreas rurales en declive.

Este monográfico se inscribe en la continuidad de las cuestiones que ha planteado la revista *Espaces et sociétés* sobre la relación entre dinámicas educativas y territoriales (nº 166, 2016, “Espacios escolares y educativos”; nº 159, 2014 “La Universidad: de vuelta a la ciudad”). Su originalidad consistirá en documentar la manera en que las lógicas neoliberales, que atraviesan el sector educativo desde la enseñanza primaria hasta la superior, participan en la reconfiguración de los espacios contemporáneos, tanto en los márgenes (urbanos o rurales) como en las centralidades metropolitanas—pero también en los espacios creados específicamente para la educación, como campus educativos o *hubs* educativos emergentes, por ejemplo en Asia (Singapur, Hong Kong, Malasia) y en Medio Oriente (Emiratos árabes, Qatar,

Bahréin)—. También se interesará por la forma en que, en este proceso, los modelos educativos se internacionalizan y circulan entre la enseñanza primaria, secundaria y superior, entre público y privado, entre Nortes y el Sures, sin presuponer que haya un sentido unidireccional en estas circulaciones.

Para ello, este dossier propone tres ejes de investigación que también podrán ser abordados de manera transversal.

1. Espacios de circulación de modelos educativos en el giro neoliberal

Aunque el neoliberalismo es una noción definida, discutida y rebatida en la literatura científica, sigue siendo relativamente dominante (Harvey, 2007). Es por ello que muchos autores y autoras prefieren la de neoliberalización, en tanto que proceso, que permite sobre todo poner el acento sobre las transformaciones sociales, económicas, políticas y geográficas a diferentes escalas y en el seno de contextos nacionales diversos. En el caso de la educación, la privatización es objeto de un interés creciente, pero también de controversias y del despliegue de una nueva terminología, como ilustra la noción de cuasimercado, que permite definir e identificar la participación de lo privado en la educación, en particular en la educación pública, a distintas escalas, desde los sistemas locales hasta las políticas nacionales y las exhortaciones internacionales (Félouzis *et al.*, 2013; Verger *et al.*, 2016). Precisamente porque ese giro neoliberal se encarna de distintas maneras dependiendo de los Estados —de los Nortes y de los Sures— y de los territorios —urbanos y rurales—, podemos observar diferentes modelos de privatización y gerencialización de la educación, que son parecidos pero no idénticos. Si la circulación transnacional de modelos educativos tiene una larga historia (Alix y Kahn, 2023), ¿cuáles son los modelos contemporáneos y cómo y en qué espacios circulan? ¿Son declinaciones de un modelo global, o se pueden observar especificidades regionales o incluso subregionales? ¿Existen modelos que compiten entre sí, que traducen diferentes visiones de lo que debería ser la educación en un contexto globalizado?

2. Internacionalización de los agentes de la educación: formas y espacios

Agentes privados como empresas de educación e instituciones educativas buscan hoy extender su influencia más allá de las fronteras nacionales (Burch, 2009; Saltman, 2015). Esta expansión se manifiesta en la creación de campus internacionales (como los *education hubs* y los *education cities*), en el establecimiento de sociedades educativas transnacionales y en la exportación de programas educativos al extranjero a través de antiguas y nuevas relaciones diplomáticas. Las instituciones educativas públicas, como universidades, organismos gubernamentales y organizaciones internacionales, juegan también un papel cada vez más importante en este proceso (Ball, 2012; Lipman, 2013; Rönnberg, 2017). Estos agentes buscan promover el intercambio cultural, la transferencia de conocimientos y la movilidad de estudiantes y del profesorado a escala mundial. Sin embargo, esta internacionalización suscita cuestiones complejas relacionadas con el acceso desigual a la educación y a la movilidad por estudios (Jamid *et al.*, 2020), con la estandarización de los currícula, con las diferencias culturales y las dinámicas de poder. ¿Según qué lógicas políticas, económicas y geográficas se despliegan estos agentes actores? Merecerán una atención especial los empresarios de la educación—los llamados en Francia “edupresarios” (*édupreneurs*)—y, en particular, los grupos internacionales y los espacios en los que se despliegan (Li, 2011).

Haciéndose eco de los trabajos recientes sobre la neoliberalización de los sistemas educativos y las repercusiones socioespaciales de ese proceso a diferentes escalas (Cucchiara, 2013; Audren, 2015; Giband *et al.* 2020; Nafaa, 2021), se trata también de captar y comprender las lógicas del despliegue de los agentes, las transformaciones que inducen en los espacios y las relaciones de poder y de dependencia que operan en todo ello. ¿Cómo los agentes educativos públicos, privados e internacionales pueden aumentar el atractivo de un determinado territorio y, a la inversa, de qué manera pueden contribuir a su rechazo, desde la escala del barrio hasta otras más amplias como la de la metrópoli, la región o incluso el país?

3. Cuestiones espaciales del desarrollo del mercado educativo privado

En muchos Estados, la estructura clásica del mercado privado se transforma a menudo por la aparición de nuevos establecimientos que ya no se dirigen únicamente al alumnado más privilegiado, sino también al mayoritario, para lo que afinan y diversifican la gama de productos educativos, precios, infraestructuras y oferta pedagógica. ¿Cuáles son sus lógicas de difusión? ¿Pueden identificarse nuevos tipos de escuelas privadas? ¿Se encuentran ofertas educativas específicas en función de los lugares en los que se implantan? ¿Existen especializaciones regionales o nacionales? Por último, ¿cuáles son los efectos de estas dinámicas de privatización en materia de desigualdades socioespaciales?

Los artículos podrán apoyarse en estudios de casos concretos, a partir de campos disciplinares diversos, cruzando dimensiones sociales y espaciales del fenómeno. A fin de favorecer las perspectivas cruzadas, también son bienvenidas las investigaciones comparadas, ya sean locales, regionales o nacionales, en el Norte o en el Sur. Por último, seremos sensibles a los aspectos teóricos, epistemológicos y metodológicos de las propuestas que aborden las lógicas de neoliberalización de los sistemas educativos en la encrucijada de las transformaciones territoriales.

BIBLIOGRAFIA

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, "Circulations transnationales en matière d'éducation (XIX^e-XX^e siècles) : note de synthèse des travaux d'un champ de recherche en expansion)", *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI: <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].
- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Géographie de la fragmentation urbaine et territoires scolaires à Marseille*, tesis de doctorado en Geografía, Aix Marseille Université.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, "L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français", *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.
- FELOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *Les marchés scolaires : sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, Puf.

- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, "Introduction. Éducation, privatisation, ségrégation : regards croisés Nord/Sud. De l'importance de la dimension spatiale des dynamiques éducatives", *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-Londres, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (dir.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, KABBANJI Lama, LEVATINO Antonina, MARY Kévin, 2020, "Les migrations pour études au prisme des mobilités sociales", *Migrations Société*, vol. 2, n° 180, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, thèse de doctorat en pédagogie, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Déposséder l'école pour servir la ville néolibérale aux États-Unis, les cas d'Atlanta et de Philadelphie*, tesis de doctorado en Geografia, Université de Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, "From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move), *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-Londres, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consultado el 13/07/2023].
- VERGER Antony, FONTDEVILA Clara, ZANCAJO Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

CALENDARIO

Envío de artículos antes del **25 de marzo de 2024**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

exclusivamente en formato digital por correo electrónico a las direcciones siguientes:

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;

hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Los y las autoras que tengan dudas sobre la pertinencia de sus propuestas pueden ponerse en contacto con las responsables del monográfico.

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos, sino artículos completos.

Los artículos no deben sobrepasar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contando el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes ni las palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores y autoras están disponibles en el sitio web de la revista:

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revista recuerda que cualquier autor puede presentar un artículo de miscelánea en cualquier momento, siempre que se refiera a la relación entre espacios, territorios y poblaciones (entiéndase en el sentido más amplio de estos términos) y que respete las normas de publicación.

Espaces et sociétés

Call for papers for the journal feature on Neoliberalization of education and the making of territories

Coordinated by Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

The fourth of the 17 Sustainable Development Goals set by the United Nations General Assembly in 2015 is to “ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all.” This objective now constitutes the international strategic benchmark for education. However, whilst it represents a common challenge for contemporary societies, access to quality education remains very uneven across the world. Social and cultural inequalities, but also disparities of gender, ethnicity, sexual identity, religion, residence, nationality, residence status, and situations of disability (UNESCO, 2021) are exacerbated as a new global educational order is gradually put in place (Laval and Weber, 2002). Indeed, the neoliberal turn that began in the 1980s led to the decline of the state monopoly on educational matters and the introduction of a multiplicity of actors, international, supranational, and private (Au and Ferrare, 2015; Ball, 2012). Since then, education systems have been the arena of many neoliberal-inspired reforms (Gulson, 2011; Jahnke et al., 2019; Giband et al., 2020), while states are increasingly evaluated and compared in terms of their educational performance (Chatel, 2013).

The neoliberalization of education, which takes the form of privatization processes affecting educational services and institutions, but also the incorporation of commercial and managerial priorities into public systems, is gaining momentum in many places in the Global North and South. It affects higher education, but also primary, secondary and even preschool education, thus covering educational levels across the board. Research, mainly in the fields of sociology and educational science, has focused on these changes (Félouzis et al., 2013). However, it rarely compares the public and private education sectors, on the one hand, and primary, secondary and university education, on the other. Research that compares countries in the Global North and South is even rarer, although it is beginning to emerge (Giband et al., 2020). Moreover, little attention is paid in this research to the analysis of the spaces where these changes occur, which are more often considered as contexts than as real spaces structured by educational systems. However, education has become a structural factor, even determining the attractiveness of a district, a city or a region, as well as being a tool for revitalizing neglected rural areas.

The theme of this issue pursues questions that the journal *Espaces et Sociétés* has previously raised about the relationship between educational and territorial dynamics (no. 166, 2016, “School and educational spaces”; no. 159, 2014, “The University: return to the city”). Its originality will therefore consist in documenting the way in which neoliberal dynamics, which run through the education sector from primary to higher education, are contributing to the creation of contemporary spaces, both in peripheral areas (urban or rural) and in central urban ones – as well as in spaces created specifically for education, such as campuses or emerging educational hubs, for example in Asia (Singapore, Hong Kong, Malaysia) and the Middle East (United Arab Emirates, Qatar, Bahrain). It will also look at how educational models are

internationalized and circulate in this process, between primary, secondary and higher education, between public and private, between North and South, without presupposing that this circulation is unidirectional.

To this end, the feature proposes three areas of exploration, though crosscutting perspective will also be welcome.

1. Circulation spaces of educational models in the neoliberal turn

While neoliberalism is a notion extensively defined, discussed and contested in the scientific literature, the perspective remains somewhat all-encompassing (Harvey, 2007). This is why many authors prefer the motion of neoliberalization, as a process, which permits greater emphasis to be placed on social, economic, political and geographical changes within various national contexts and at different scales. In the case of education, privatization is generating growing interest, as well as controversy and a new terminology, as illustrated by the notion of the quasi-market, which can be used to assess and identify the involvement of the private sector in education, in particular public education, at several scales—from local systems to national policies and international pressures (Félouzis et al., 2013; Verger et al., 2016). It is indeed because this neoliberal turn takes different forms between states, in the global North and South, and territories, urban and rural, that we observe different models for the privatization and management of education, which are similar without being identical. While there is nothing new about the transnational circulation of educational models (Alix and Kahn, 2023), what contemporary forms does it assume, how and in what spaces do they circulate? Are they variations on a global model or can regional or even subregional specificities be observed? Are there competing models, which would reflect different visions of what education should be in a globalized context?

2. Internationalization of the actors of education: forms and spaces

Private actors such as education companies and educational institutions are now seeking to extend their influence beyond national borders (Burch, 2009; Saltman, 2015). This expansion is manifested in the creation of international campuses (like education hubs and education cities), the establishment of transnational educational partnerships and the export of educational programs abroad in an expression of diplomatic relations old and new. Public educational institutions, such as universities, government agencies and international organizations, also play an increasing role in this process (Ball, 2012; Lipman, 2013; Rönnberg, 2017). These entities seek to promote cultural exchange, the transfer of knowledge and the mobility of students and teachers on a global scale. However, this internationalization raises complex issues relating to unequal access to education and to educational mobility (Jamid et al., 2020), the standardization of curricula, cultural differences and power dynamics. Through what political, economic and geographical processes do these entities emerge? Particular attention will be paid to education entrepreneurs, known as “edupreneurs”, and in particular to international groups and their areas of operation (Li, 2011).

Echoing recent works on the neoliberalization of education systems and the socio-spatial repercussions of this process at different scales (Cucchiara, 2013; Audren, 2015; Giband et al. 2020; Nafaa, 2021), the aim is also to understand the rationale behind the deployment of the actors, the changes they bring about in the places where they intervene, as well as the relations of power and dependence in those places. How can public, private and international educational actors make a territory more attractive and how, conversely, can they contribute to its rejection, from the scale of the single neighbourhood to that of the wider metropolis, region or even country concerned?

3. Spatial issues around the development of the private educational market

The classic structure of the private market is, in many countries, often transformed by the appearance of new establishments, which no longer address only the most privileged students, but seek to attract a wider population by refining and diversifying the range of educational products, their prices, their infrastructures and their educational offer. What are their disseminative priorities? Can new types of private school be identified? Are specific educational offers identifiable, geared to the territories in which they are located? Can regional or national specializations be identified? Finally, what are the effects of these dynamics of privatization in terms of socio-spatial inequalities?

Articles may be based on specific case studies, from multiple disciplinary fields, combining the social and spatial dimensions of the phenomenon. In order to promote cross-perspectives, comparative research is also welcome, whether local, regional, national, in the North or in the South. Finally, we will be attentive to the theoretical, epistemological and methodological aspects of the proposals in their attempts to grasp interface between neoliberalization processes in educational systems and territorial transformations.

BIBLIOGRAPHY

- ALIX Sébastien-Akira, KAHN Pierre, 2023, "Transnational circulations in education (19TH-20TH CENTURIES) : summary note of the work of an expanding field of research", *Recherches en éducation*, n° 50 [DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.11516>].
- AUDREN Gwenaëlle, 2015, *Geography of urban fragmentation and school territories in Marseille*, doctoral thesis in geography, Aix Marseille University.
- AU Wayne, FERRARE Joseph J. (dir.), 2015, *Mapping corporate education reform: Power and policy networks in the neoliberal state*, New York-Londres, Routledge.
- BALL Stephen J., 2012, *Global education inc: New policy networks and the neo-liberal imaginary*, New York-Londres, Routledge.
- BURCH Patricia, 2009, *Hidden markets: The new education privatization*, New York-Londres, Routledge.
- CHATEL Elisabeth, 2013, « L'évaluation de l'éducation dans le contexte de mondialisation : le cas français», *Trema*, n° 40, p. 28-40.
- CUCCHIARA Maia Bloomfield, 2013, *Marketing schools, marketing cities: Who wins and who loses when schools become urban amenities*, Chicago, University of Chicago Press.

- FÉLOUZIS Georges, MAROY Christian, VAN ZANTEN Agnès, 2013, *School markets: sociology of a public education policy*, Paris, Puf.
- GIBAND David, MARY Kevin, NAFAA Nora, 2020, “Introduction. Education, privatization, segregation: North/South perspectives. On the importance of the spatial dimension of educational dynamics”, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, no 19, p. 7-20.
- GULSON Kalervo, 2011, *Education policy, space and the city: Markets and the (in) visibility of race*, New York-London, Routledge.
- HARVEY David, 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- JAHNKE Holger, KRAMER Caroline, MEUSBURGER Peter (eds.), 2019, *Geographies of schooling*, Cham, Springer.
- JAMID Hicham, K ABBANJI Lama, L EVATINO Antonina, M ARY Kévin, 2020, “Migration for studies through the prism of social mobility”, *Migrations Société*, vol. 2, no 1 80, p. 19-35.
- LAVAL Christian, WEBER Louis, 2002, *The new world educational order*, Paris, Syllepse-Nouveaux regards.
- LI Weixiao, 2011, *Edupreneurs: A Study on For-Profit Education in Mainland China. Dissertation*, doctoral thesis in pedagogy, Ludwig-Maximilians-Universität (Munich).
- LIPMAN Pauline, 2011, *The new political economy of urban education: Neoliberalism, race, and the right to the city*, New York-Londres, Routledge.
- NAFAA Nora, 2021, *Dispossessing school to serve the neoliberal city in the United States, the cases of Atlanta and Philadelphia*, doctoral thesis in geography, University of Perpignan Via Domitia.
- RÖNNBERG Linda, 2017, “From national policy-making to global edu-business: Swedish entrepreneurs on the move”, *Journal of Education Policy*, vol. 2, n° 32, p. 234-249.
- SALTMAN Kenneth J., 2015, *Capitalizing on disaster: Taking and breaking public schools*, New York-London, Routledge.
- Unesco, 2021, *Reimagining Our Futures Together: A New Social Contract for Education* [URL: <https://en.unesco.org/futuresofeducation/>, consulted on 13/07/2023].
- VERGER Antony, Fontdevila Clara, Zancajo Adrian, 2016, *The privatization of education: A political economy of global education reform*, New York-Londres, Teachers College Press.

FEATURE COORDINATORS

Virginie Baby-Collin, Florence Bouillon, Hicham Jamid, Nora Nafaa

TIMETABLE

Articles to be submitted no later than **March 25, 2024**

ADDRESS FOR CORRESPONDENCE

exclusively by e-mail to the following addresses:

virginie.baby-collin@univ-amu.fr ; florence.bouillon@gmail.com ;
hichamjmd@gmail.com ; nora.nafaa@gmail.com

Authors who are uncertain about the suitability of their proposal can contact the coordinators

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

The journal would like to remind potential contributors that they can at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.

Espaces et sociétés
Appel à articles pour le dossier thématique
Repenser le tourisme : entre pratiques touristiques et enjeux environnementaux

Emmanuel Salim¹ et Leïla Kebir²

Le tourisme, défini comme un système de pratiques, d'acteurs et de lieux, visant l'habiter temporaire des lieux à finalité de re-création (Knafou & Stock, 2003 ; Stock, 2021), fait face à une contestation qui n'est pas neuve, mais qui semble aujourd'hui prendre de l'ampleur. Dès les premiers travaux sur cet objet, les reproches faits au tourisme sont mentionnés : intensité des aménagements qu'il implique, dégâts environnementaux qu'il produit, recompositions territoriales que ses dynamiques entraînent (Gay, 2018 ; Knafou et al., 1997), ou encore mise en production (touristique) des lieux qu'il génère (Christin, 2014). Plus récemment, l'émergence de plateformes du type d'AirBnB a accentué la virulence de ces critiques, notamment dans les métropoles où l'hébergement qu'elles commercialisent entre en concurrence directe avec l'hébergement résidentiel (González-Pérez, 2020 ; Piganiol, 2021). La notion de « sur-tourisme » s'est également largement diffusée dans l'espace médiatique pour dénoncer un excès de fréquentation touristique ayant des conséquences négatives pour les territoires et les sociétés concernés (Koens et al., 2018). D'autre part, les enjeux environnementaux, pensés à partir du concept de limites planétaires (Rockström et al., 2009) questionnent la viabilité des aménagements et des pratiques relevant du tourisme aujourd'hui, et notamment ses fondations basées sur la mise en mouvement des individus. À ce titre, le changement climatique entraîne une double conséquence pour le tourisme et agit dans certains cas comme une injonction adaptative à ses conséquences – allant des impacts causés par l'augmentation des événements extrêmes, à la réduction de l'ensoleillement et au retrait glaciaire, ou encore à l'augmentation des précipitations et de la température (Clivaz et al., 2015 ; Steiger et al., 2023) – tout en l'incitant à réduire ses émissions de gaz à effets de serre, qui sont aujourd'hui estimées à quelque 8 % des émissions mondiales, principalement du fait des déplacements des touristes depuis leur lieu de résidence vers la destination touristique (Lenzen et al., 2018).

Ces mises en accusation du « tourisme », qui se cristallisent souvent autour de l'évocation d'un certain « tourisme de masse », se développent en parallèle de celles portant sur « le touriste », qui ne sont pas nouvelles, et qui opposent la figure du « voyageur », aux motivations et comportements nobles, à celle du « touriste » qui serait inculte et se comporterait de manière inappropriée dans les lieux qu'il visite (Jeanneret, 1995; Urbain, 2002). Si le bien-fondé de ces critiques a largement été déconstruit par la géographie et l'anthropologie du tourisme (Duhamel, 2018 ; Gay, 2018), certains travaux récents montrent que la prise en compte des enjeux environnementaux est moins présente dans les pratiques touristiques que dans la vie de tous les jours, amenant même parfois des personnes très engagées quotidiennement à « oublier » leurs bonnes pratiques lors de leurs vacances (Juvan & Dolnicar, 2014). Ce paradoxe rappelle l'idée selon laquelle « la vacance des grandes valeurs crée la valeur des grandes vacances » (Morin, 1962). Ce point est particulièrement saillant dans le cas de territoires touristiques largement soumis aux effets du changement climatique et qui font l'objet d'une forme de « tourisme de la dernière chance » (Lemelin et al., 2010), qui relève d'une intention paradoxale : voir un élément menacé par les conséquences du changement climatique et, ce faisant, participer soit même aux causes de sa disparition (Eijgelaar et al., 2010 ; Salim & Ravanel, 2023). Par ailleurs, la remise en question du tourisme implique également un jugement à travers les classes sociales qu'il met en mouvement, le

¹ Isthia, CERTOP, Université Toulouse Jean Jaurès ; IGD, Université de Lausanne.

² IGD, Université de Lausanne.

tourisme de masse représentant son ouverture aux classes populaires, quand les déplacements des classes supérieures rappellent les « nobles » origines du tourisme issues du *Grand Tour*.

Ces critiques du fait et des pratiques touristiques posent la question du sens et de la légitimité du tourisme aujourd’hui. À ce titre, le *tourisme durable*, défini comme « une forme de tourisme qui prend en compte les impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l’environnement et des communautés d’accueil »³, est largement critiqué pour servir la croissance économique, responsable d’impacts négatifs sur les systèmes socio-environnementaux (Bellato et al., 2022). Des reproches renforcés par le fait que malgré la crise du Covid-19, les flux touristiques, notamment aériens, restent en croissance, impliquant une augmentation des émissions de gaz à effets de serre qui n'est pas en accord avec les objectifs globaux, issus des Accords de Paris en matière de climat (Gössling et al., 2024). Face à ces contradictions, de nombreux auteurs ont travaillé différents cadres conceptuels visant à mettre en lumière les aspects positifs du tourisme et dont l'une des finalités repose sur la production d'un cadre normatif favorisant le développement d'offres et d'activités touristiques ayant des conséquences bénéfiques sur le touriste lui-même, ou sur le territoire qui l'accueille. Le *tourisme transformatif* est par exemple défini comme un processus dans lequel un touriste s'engage dans une pratique lui permettant de conscientiser ses buts, les valeurs qui les guident ainsi que sa contribution aux autres, sous-entendant du point de vue des auteurs, des conséquences positives de l'activité touristique (Sheldon, 2020). Le *tourisme réflexif* (Knafo, 2017) serait quant à lui « un type de tourisme dans lequel le touriste est mis dans une situation l'amenant à se questionner sur les causes et processus menant à un évènement » (Salim et al., 2023 p.4) et conduisant le touriste à une introspection réflexive sur ces actions actuelles. Le tourisme réflexif est par exemple expérimenté dans des sites relevant du tourisme de mémoire, tels que le lieu d'internement du Camp des Milles, dans le but de comprendre hier pour prévenir demain, et pourrait être adapté à la question du changement climatique. Le *tourisme régénératif* serait un paradigme de développement qui positionne les activités touristiques comme des manières de favoriser les capacités propres des territoires, de leurs communautés et de leurs visiteurs, à opérer en harmonie et de manière interconnectée avec le système socio-écologique (Bellato et al., 2022). Il vise notamment à trouver des cadres de gouvernance à même de favoriser l'implication des communautés locales dans la mise en tourisme de leurs territoires. Enfin, l'idée de décroissance du tourisme représente une forme de politisation du débat qui interroge le paradigme capitaliste dans lequel s'est développé le tourisme (Fletcher et al., 2019). Cette décroissance, notamment des flux touristiques, pose la question de l'accès au tourisme des classes populaires, et donc de justice sociale et d'un potentiel « droit au tourisme » (Rabbiosi & Wanner, 2020).

Dans ce contexte de profonde remise en question, l'objectif de ce dossier et de comprendre comment le tourisme se recompose, voire se réinvente. Au-delà des aspects théoriques et conceptuels, il s'agit de mettre en lumière des exemples de mise en œuvre de ces « nouvelles » formes de développement touristiques pour en évaluer leurs conséquences à la fois positives et négatives. On s'intéressera notamment aux enjeux suivants, sans pour autant s'y limiter :

- Face à une réponse qui consisterait à vouloir réduire le volume du tourisme tout en conservant les revenus (en augmentant par exemple le revenu généré par touriste), comment garantir l'accès à tous et ne pas en réservier l'accès à une classe d'élite, comme ce fut le cas par le passé ?
- D'une manière générale, alors que certains lieux touristiques s'homogénéisent et qu'en conséquence, l'altérité s'y réduit ; quel sens est aujourd'hui donné par les touristes à leur pratique ?

³ Vers un tourisme durable – Guide à l'usage des décideurs, PNUE et OMT, 2005, p.11-12

- Quelle est la pluralité de ces visions du tourisme et celles-ci diffèrent-elles en fonction des classes sociales qui le pratiquent ?
- Quelles conséquences les critiques du tourisme entraînent-elles sur les destinations et les espaces concernés ?
- Comment s'adaptent (se réadaptent) les territoires touristiques ?
- Assiste-t-on à l'émergence de nouveaux modèles de développement touristiques, qui mettent notamment en avant les conséquences positives du tourisme, par l'apparition de nouvelles pratiques ?
- Comment les transformations du tourisme remettent-elles en question les modèles de production touristiques et avec quelles implications sur les destinations et les acteurs concernés ?

On s'interrogera ainsi sur la place du fait touristique dans nos sociétés aujourd'hui, sur ses atouts, ses intérêts, mais aussi ses limites et les moyens déployés pour les dépasser. Ce dossier est ouvert à toute proposition théorique ou empirique qui contribue à discuter ces questionnements. Sont bienvenus des articles proposant des travaux issus de toutes les parties du monde. Les contributions peuvent être disciplinaires ou inter - voire transdisciplinaires – et s'appuyer sur des études de cas ou des analyses aux échelles régionales, nationales, ou internationales.

Bibliographie

- BELLATO, L., FRANTZESKAKI, N., & NYGAARD, C. A. (2022). Regenerative tourism: A conceptual framework leveraging theory and practice. *Tourism Geographies*, 0(0), 1-21. <https://doi.org/10.1080/14616688.2022.2044376>
- CHRISTIN, R. (2014). L'usure du monde. In *Http://journals.openedition.org/lectures*. Échappée (L'). <https://journals.openedition.org/lectures/15435>
- CLIVAZ, C., GONSETH, C., & MATASCI, C. (2015). *Tourisme d'hiver : Le défi climatique*. PPUR Presses polytechniques.
- DUHAMEL, P. (2018). *Géographie du tourisme et des loisirs*. Armand Colin. <https://www.dunod.com/histoire-geographie-et-sciences-politiques/geographie-du-tourisme-et-loisirs-dynamiques-acteurs>
- EIJGELAAR, E., THAPER, C., & PEETERS, P. (2010). Antarctic cruise tourism: The paradoxes of ambassadorship, “last chance tourism” and greenhouse gas emissions. *Journal of Sustainable Tourism*, 18(3), 337-354. <https://doi.org/10.1080/09669581003653534>
- FLETCHER, R., MURRAY Mas, I., BLANCO-ROMERO, A., & BLÁZQUEZ-SALOM, M. (2019). Tourism and degrowth: An emerging agenda for research and praxis. *Journal of Sustainable Tourism*, 27(12), 1745-1763. <https://doi.org/10.1080/09669582.2019.1679822>
- GAY, J.-C. (2018). Le tourisme par la géographie. *L'Espace géographique*, 47(2), 97-101. <https://doi.org/10.3917/eg.472.0097>
- GONZÁLEZ-PÉREZ, J. M. (2020). The dispute over tourist cities. Tourism gentrification in the historic Centre of Palma (Majorca, Spain). *Tourism Geographies*, 22(1), 171-191. <https://doi.org/10.1080/14616688.2019.1586986>

- GÖSSLING, S., HUMPE, A., & SUN, Y.-Y. (2024). On track to net-zero? Large tourism enterprises and climate change. *Tourism Management*, 100. <https://doi.org/10.1016/j.tourman.2023.104842>
- JEANNERET, Y. (1995). Voir autrement nos vacances : Jean-Didier Urbain L'idiot du voyage. *Histoires de touristes ; Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires. Communication & Langages*, 103(1), 125-126.
- JUVAN, E., & DOLNICAR, S. (2014). The attitude-behaviour gap in sustainable tourism. *Annals of Tourism Research*, 48, 76-95. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2014.05.012>
- KNAFOU, R. (2017). Le tourisme réflexif, un nouveau fondement d'un tourisme durable. *Arbor*, 193(785), Article 785. <https://doi.org/10.3989/arbor.2017.785n3001>
- KNAFOU, R., BRUSTON, M., DEPREST, F., DUHAMEL, P., GAY, J.-C., & SACAREAU, I. (1997). Une approche géographique du tourisme. *L'Espace géographique*, 26(3), 193-204. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1997.1071>
- KNAFOU, R., & STOCK, M. (2003). Tourisme. In J. Levy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social* (p. 931-934). Belin.
- Koens, K., Postma, A., & Papp, B. (2018). Is Overtourism Overused? Understanding the Impact of Tourism in a City Context. *Sustainability*, 10(12), 4384. <https://doi.org/10.3390/su10124384>
- LEMELIN, H., DAWSON, J., STEWART, E. J., MAHER, P., & LUECK, M. (2010). Last-chance tourism: The boom, doom, and gloom of visiting vanishing destinations. *Current Issues in Tourism*, 13(5), 477-493. <https://doi.org/10.1080/13683500903406367>
- LENZEN, M., SUN, Y.-Y., FATURAY, F., TING, Y.-P., GESCHKE, A., & MALIK, A. (2018). The carbon footprint of global tourism. *Nature Climate Change*, 8(6), 522-528. <https://doi.org/10.1038/s41558-018-0141-x>
- MORIN, E. (1962). *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*. Grasset.
- PIGANIOL, V. (2021). Airbnb ou la géopolitique (mondialisée) d'un hébergement touristique contesté. De la disruption magnifiée aux conflictualités généralisées... *Via. Tourism Review*, 19, Article 19. <https://doi.org/10.4000/viatourism.6948>
- RABBOSI, C., & WANNER, P. (2020). Dal "diritto alla città" al "diritto alla mobilità". Spunti per una critica socio-spatiale della definizione di "turista". *Scritture migranti*, 129-153 Paginazione. <https://doi.org/10.6092/ISSN.2035-7141/11997>
- ROCKSTRÖM, J., STEFFEN, W., NOONE, K., PERSSON, Å., CHAPIN, F. S. I., LAMBIN, E., LENTON, T., SCHEFFER, M., FOLKE, C., SCHELLNHUBER, H. J., NYKVIST, B., DE WIT, C., HUGHES, T., VAN DER LEEUW, S., RODHE, H., SÖRLIN, S., SNYDER, P., COSTANZA, R., SVEDIN, U., ... FOLEY, J. (2009). Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity. *Ecology and Society*, 14(2). <https://doi.org/10.5751/ES-03180-140232>
- SALIM, E., GIRAUT, C., & NESUR, K. (2023). Le tourisme réflexif en montagne à l'heure de l'Anthropocène : Discussion autour du projet de réhabilitation du Montenvers, Chamonix. *Mondes du Tourisme*. <https://doi.org/10.4000/tourisme.6123>

- SALIM, E., & RAVANEL, L. (2023). Last chance to see the ice: Visitor motivation at Montenvers-Mer-de-Glace, French Alps. *Tourism Geographies*, 25(1), 72-94. <https://doi.org/10.1080/14616688.2020.1833971>
- SHELDON, P. J. (2020). Designing tourism experiences for inner transformation. *Annals of Tourism Research*, 83. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2020.102935>
- STEIGER, R., DEMIROGLU, O. C., PONS, M., & SALIM, E. (2023). Climate and carbon risk of tourism in Europe. *Journal of Sustainable Tourism*, 0(0), 1-31. <https://doi.org/10.1080/09669582.2022.2163653>
- STOCK, M. (Éd.). (2021). *Progress in French Tourism Geographies: Inhabiting Touristic Worlds*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-52136-3>
- URBAIN, J. D. (2002). *L'idiot du voyage : Histoires de touristes*. Petite Bibliothèque Payot. <https://books.google.ch/books?id=i7gXAQAAQAAJ>

COORDINATION DU DOSSIER
Emmanuel Salim et Leïla Kebir

CALENDRIER
envoi des articles au plus tard **le 1^{er} novembre 2024**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE
exclusivement en version électronique par courriel aux deux adresses suivantes :
emmanuel.salim@unil.ch ; leila.kebir@unil.ch

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION
La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les propositions d'articles peuvent être soumises en français, anglais, allemand, espagnol, portugais, ou italien. Toutefois, dans le cas où le texte est accepté pour publication, il est de la responsabilité de l'auteur de fournir une traduction française de qualité professionnelle.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :
[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication.

Espaces et sociétés
Appel à articles pour le dossier thématique
Repenser le tourisme : entre pratiques touristiques et enjeux
environnementaux

Convocatoria de artículos para el monográfico

Repensar el turismo: entre prácticas turísticas y cuestiones medioambientales

Emmanuel Salim¹ et Leïla Kebir²

Repensar el turismo: entre prácticas turísticas y cuestiones medioambientales
Emmanuel Salim y Leïla Kebir

El turismo, definido como un sistema de prácticas, actores y lugares, destinado a habitar temporalmente lugares con fines de recreación (Knafou & Stock, 2003; Stock, 2021), se enfrenta a una contestación que no es nueva, pero que ahora parece cobrar fuerza. Desde los primeros trabajos sobre el tema, se han mencionado las críticas que se hacen al turismo: la intensidad de los desarrollos que implica, los daños ambientales que produce, la reorganización territorial que conllevan sus dinámicas (Gay, 2018; Knafou et al., 1997), o incluso la producción (turística) de lugares que genera (Christin, 2014). Más recientemente, la aparición de plataformas como AirBnB ha agudizado la virulencia de estas críticas, sobre todo en ciudades donde los alojamientos turísticos que comercializan compiten directamente con los alojamientos residenciales (González-Pérez, 2020; Piganiol, 2021). La noción de "sobreturismo" también se ha difundido ampliamente en los medios de comunicación para denunciar un número excesivo de turistas con consecuencias negativas para las zonas y las sociedades afectadas (Koens et al., 2018). Por otra parte, las cuestiones medioambientales, basadas en el concepto de límites planetarios (Rockström et al., 2009), ponen en tela de juicio la viabilidad de los desarrollos y prácticas turísticas actuales y, en particular, sus fundamentos basados en la movilidad de los individuos. En este sentido, el cambio climático tiene un doble impacto en el turismo y, en algunos casos, actúa como un requerimiento adaptativo a sus consecuencias – consecuencias que van desde los impactos causados por el aumento de los fenómenos extremos hasta la reducción de la capa de nieve y el retroceso de los glaciares, o el aumento de las precipitaciones y la temperatura (Clivaz et al, 2015; Steiger et al., 2023) - al tiempo que le incita a reducir sus emisiones de gases de efecto invernadero, que actualmente se estiman en torno al 8 % de las emisiones globales, principalmente como consecuencia de los desplazamientos de los turistas desde su lugar de residencia hasta el destino turístico (Lenzen et al., 2018).

Estas críticas al "turismo", que a menudo se centran en la evocación de un cierto "turismo de masas", se desarrollan paralelamente a las relativas al "turista", que no son nuevas, y que oponen la figura del "viajero", con motivaciones y comportamientos nobles, a la del "turista" que sería inculto y se comportaría de manera inadecuada en los lugares que visita (Jeanneret, 1995; Urbain, 2002). Aunque la validez de estas críticas ha sido ampliamente deconstruida por la geografía y la antropología del turismo (Duhamel, 2018; Gay, 2018), algunos estudios recientes muestran que la consideración de las cuestiones medioambientales está menos presente en las prácticas turísticas que en la vida cotidiana, lo que a veces lleva incluso a personas muy

¹ Isthia, CERTOP, Université Toulouse Jean Jaurès ; IGD, Université de Lausanne.

² IGD, Université de Lausanne.

comprometidas en su vida diaria a "olvidar" sus buenas prácticas durante sus vacaciones (Juven y Dolnicar, 2014). Esta paradoja recuerda la idea de que "la vacancia de los grandes valores crea el valor de las grandes vacaciones" (Morin, 1962). Este punto es especialmente destacado en el caso de los territorios turísticos ampliamente sometidos a los efectos del cambio climático, y que son objeto de una forma de "turismo de última oportunidad" (Lemelin et al., 2010), que implica una intención paradójica: contemplar un elemento amenazado por las consecuencias del cambio climático y, al hacerlo, participar en las causas de su desaparición (Eijgelaar et al., 2010; Salim & Ravanel, 2023). Además, cuestionar el turismo también implica juzgarlo en función de las clases sociales que pone en movimiento, ya que el turismo de masas representa su apertura a las clases trabajadoras, mientras que los viajes de las clases altas recuerdan los orígenes "nobles" del turismo derivados del *Grand Tour*.

Estas críticas al turismo y a las prácticas turísticas plantean la cuestión del sentido y la legitimidad del turismo actual. A este respecto, el *turismo sostenible*, definido como "una forma de turismo que tiene en cuenta los impactos económicos, sociales y medioambientales actuales y futuros, satisfaciendo las necesidades de los visitantes, los profesionales, el medio ambiente y las comunidades anfitrionas", es ampliamente criticado por estar al servicio del crecimiento económico, responsable de impactos negativos en los sistemas socioambientales (Bellato et al., 2022). Estas críticas se ven reforzadas por el hecho de que, a pesar de la crisis de Covid-19, los flujos turísticos, en particular por vía aérea, siguen creciendo, lo que provoca un aumento de las emisiones de gases de efecto invernadero que no se ajusta a los objetivos climáticos mundiales establecidos en los Acuerdos de París (Gössling et al., 2024). Frente a estas contradicciones, diversos autores han desarrollado diferentes marcos conceptuales dirigidos a resaltar los aspectos positivos del turismo, uno de cuyos objetivos es producir un marco normativo que fomente el desarrollo de ofertas y actividades turísticas que tengan consecuencias beneficiosas para el propio turista o para el territorio que lo acoja. El *turismo transformador* se define, por ejemplo, como un proceso en el que el turista se compromete en una práctica que le permite tomar conciencia de sus objetivos, de los valores que los guían y de su contribución a los demás, lo que implica, desde el punto de vista de los autores, consecuencias positivas de la actividad turística (Sheldon, 2020). El *turismo reflexivo* (Knauf, 2017) sería, por su parte, "un tipo de turismo en el que se coloca al turista en una situación que le lleva a cuestionar las causas y los procesos que conducen a un acontecimiento" (Salim et al., 2023 p.4) y lleva al turista a una introspección reflexiva sobre sus acciones actuales. Por ejemplo, se está experimentando con el turismo reflexivo en lugares relacionados con el turismo de la memoria, como el campo de internamiento Camp des Milles, con el objetivo de comprender el ayer para prevenir el mañana, y podría adaptarse a la cuestión del cambio climático. El *turismo regenerativo* es un paradigma de desarrollo que sitúa las actividades turísticas como formas de fomentar la capacidad de los territorios, de sus comunidades y de sus visitantes para operar en armonía e interconexión con el sistema socioecológico (Bellato et al., 2022). En particular, pretende encontrar marcos de gobernanza capaces incluso de fomentar la participación de las comunidades locales en el desarrollo turístico de sus territorios. Por último, la idea de decrecimiento turístico representa una forma de politización del debate que cuestiona el paradigma capitalista en el que se ha desarrollado el turismo (Fletcher et al., 2019). Este decrecimiento, en particular de los flujos turísticos, plantea la cuestión del acceso de las clases trabajadoras al turismo y, por tanto, de la justicia social y de un posible "derecho al turismo" (Rabbiosi & Wanner, 2020).

En este contexto de profundo cuestionamiento, el objetivo de este monográfico es comprender cómo se está reconfigurando e incluso reinventando el turismo. Más allá de los aspectos teóricos y conceptuales, se trata de poner de relieve ejemplos de aplicación de estas "nuevas" formas de desarrollo turístico para evaluar sus consecuencias, tanto positivas como negativas. La atención se centrará, entre otras, en las siguientes cuestiones:

- Frente a una respuesta que consistiría en querer reducir el volumen del turismo preservando sus ingresos (aumentando, por ejemplo, los ingresos generados por turista), ¿cómo garantizar el acceso a todos y no reservar el acceso a una élite, como ocurrió en el pasado?
- En términos generales, a medida que algunos destinos turísticos se homogeneizan y, en consecuencia, se reduce la alteridad, ¿qué sentido dan los turistas actualmente a su pr?
- ¿Cuál es la pluralidad de estas visiones del turismo? ¿Difieren según las clases sociales que lo practican?
- ¿Qué consecuencias entrañan las críticas al turismo para los destinos y espacios afectados?
- ¿Cómo se están adaptando (o readaptando) los territorios turísticos?
- ¿Estamos asistiendo a la aparición de nuevos modelos de desarrollo turístico, que ponen de relieve las consecuencias positivas del turismo a través de la aparición de nuevas prácticas?
- ¿De qué manera los cambios en el turismo están poniendo en tela de juicio los modelos de producción turística y cuáles son las consecuencias para los destinos y los agentes implicados?

Ello planteará interrogantes sobre el lugar que ocupa el turismo en nuestras sociedades actuales, sus puntos fuertes y sus intereses, pero también sus limitaciones y los medios desplegados para superarlas. Este monográfico está abierto a cualquier propuesta teórica o empírica que contribuya a discutir estas cuestiones. Serán bienvenidos los artículos que propongan trabajos procedentes de todas las partes del mundo. Las contribuciones pueden ser disciplinarias o interdisciplinarias - o incluso transdisciplinarias – y basarse en estudios de caso o en análisis a escala regional, nacional o internacional.

Bibliografía

- BELLATO, L., FRANTZESKAKI, N., & NYGAARD, C. A. (2022). Regenerative tourism: A conceptual framework leveraging theory and practice. *Tourism Geographies*, 0(0), 1-21. <https://doi.org/10.1080/14616688.2022.2044376>
- CHRISTIN, R. (2014). L'usure du monde. In <Http://journals.openedition.org/lectures>. Échappée (L'). <https://journals.openedition.org/lectures/15435>
- CLIVAZ, C., GONSETH, C., & MATASCI, C. (2015). *Tourisme d'hiver : Le défi climatique*. PPUR Presses polytechniques.
- DUHAMEL, P. (2018). *Géographie du tourisme et des loisirs*. Armand Colin. <https://www.dunod.com/histoire-geographie-et-sciences-politiques/geographie-du-tourisme-et-loisirs-dynamiques-acteurs>
- EIJGELAAR, E., THAPER, C., & PEETERS, P. (2010). Antarctic cruise tourism: The paradoxes of ambassadorship, “last chance tourism” and greenhouse gas emissions. *Journal of Sustainable Tourism*, 18(3), 337-354. <https://doi.org/10.1080/09669581003653534>
- FLETCHER, R., MURRAY Mas, I., BLANCO-ROMERO, A., & BLÁZQUEZ-SALOM, M. (2019). Tourism and degrowth: An emerging agenda for research and praxis. *Journal of Sustainable Tourism*, 27(12), 1745-1763. <https://doi.org/10.1080/09669582.2019.1679822>

- GAY, J.-C. (2018). Le tourisme par la géographie. *L'Espace géographique*, 47(2), 97-101. <https://doi.org/10.3917/eg.472.0097>
- GONZÁLEZ-PÉREZ, J. M. (2020). The dispute over tourist cities. Tourism gentrification in the historic Centre of Palma (Majorca, Spain). *Tourism Geographies*, 22(1), 171-191. <https://doi.org/10.1080/14616688.2019.1586986>
- GÖSSLING, S., HUMPE, A., & SUN, Y.-Y. (2024). On track to net-zero? Large tourism enterprises and climate change. *Tourism Management*, 100, 104842. <https://doi.org/10.1016/j.tourman.2023.104842>
- JEANNERET, Y. (1995). Voir autrement nos vacances : Jean-Didier Urbain L'idiot du voyage. *Histoires de touristes ; Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires. Communication & Langages*, 103(1), 125-126.
- JUVAN, E., & DOLNICAR, S. (2014). The attitude-behaviour gap in sustainable tourism. *Annals of Tourism Research*, 48, 76-95. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2014.05.012>
- KNAFOU, R. (2017). Le tourisme réflexif, un nouveau fondement d'un tourisme durable. *Arbor*, 193(785), Article 785. <https://doi.org/10.3989/arbor.2017.785n3001>
- KNAFOU, R., BRUSTON, M., DEPREST, F., DUHAMEL, P., GAY, J.-C., & SACAREAU, I. (1997). Une approche géographique du tourisme. *L'Espace géographique*, 26(3), 193-204. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1997.1071>
- KNAFOU, R., & STOCK, M. (2003). Tourisme. In J. Levy & M. Lussault (Eds.), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social* (p. 931-934). Belin.
- Koens, K., Postma, A., & Papp, B. (2018). Is Overtourism Overused? Understanding the Impact of Tourism in a City Context. *Sustainability*, 10(12), 4384. <https://doi.org/10.3390/su10124384>
- LEMELIN, H., DAWSON, J., STEWART, E. J., MAHER, P., & LUECK, M. (2010). Last-chance tourism: The boom, doom, and gloom of visiting vanishing destinations. *Current Issues in Tourism*, 13(5), 477-493. <https://doi.org/10.1080/13683500903406367>
- LENZEN, M., SUN, Y.-Y., FATURAY, F., TING, Y.-P., GESCHKE, A., & MALIK, A. (2018). The carbon footprint of global tourism. *Nature Climate Change*, 8(6), 522-528. <https://doi.org/10.1038/s41558-018-0141-x>
- MORIN, E. (1962). *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*. Grasset.
- PIGANIOL, V. (2021). Airbnb ou la géopolitique (mondialisée) d'un hébergement touristique contesté. De la disruption magnifiée aux conflictualités généralisées... *Via. Tourism Review*, 19, Article 19. <https://doi.org/10.4000/viatourism.6948>
- RABBOSI, C., & WANNER, P. (2020). Dal “diritto alla città” al “diritto alla mobilità”. Spunti per una critica socio-spatiale della definizione di “turista”. *Scritture migranti*, 129-153 Paginazione. <https://doi.org/10.6092/ISSN.2035-7141/11997>
- ROCKSTRÖM, J., STEFFEN, W., NOONE, K., PERSSON, Å., CHAPIN, F. S. I., LAMBIN, E., LENTON, T., SCHEFFER, M., FOLKE, C., SCHELLNHUBER, H. J., NYKVIST, B., DE WIT, C., HUGHES, T., VAN DER LEEUW, S., RODHE, H., SÖRLIN, S., SNYDER, P., COSTANZA, R., SVEDIN, U., ... FOLEY, J. (2009).

- Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity. *Ecology and Society*, 14(2).
<https://doi.org/10.5751/ES-03180-140232>
- SALIM, E., GIRAULT, C., & NESUR, K. (2023). Le tourisme réflexif en montagne à l'heure de l'Anthropocène : Discussion autour du projet de réhabilitation du Montenvers, Chamonix. *Mondes du Tourisme*. <https://doi.org/10.4000/tourisme.6123>
- SALIM, E., & RAVANEL, L. (2023). Last chance to see the ice: Visitor motivation at Montenvers-Mer-de-Glace, French Alps. *Tourism Geographies*, 25(1), 72-94.
<https://doi.org/10.1080/14616688.2020.1833971>
- SHELDON, P. J. (2020). Designing tourism experiences for inner transformation. *Annals of Tourism Research*, 83, 102935. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2020.102935>
- STEIGER, R., DEMIROGLU, O. C., PONS, M., & SALIM, E. (2023). Climate and carbon risk of tourism in Europe. *Journal of Sustainable Tourism*, 0(0), 1-31. <https://doi.org/10.1080/09669582.2022.2163653>
- STOCK, M. (Ed.). (2021). *Progress in French Tourism Geographies: Inhabiting Touristic Worlds*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-52136-3>
- URBAIN, J. D. (2002). *L'idiot du voyage : Histoires de touristes*. Petite Bibliothèque Payot.
<https://books.google.ch/books?id=i7gXAQAAQAAJ>

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Emmanuel Salim y Leïla Kebir

CALENDARIO

Envío de artículos antes del **1 de noviembre de 2024**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

Exclusivamente en formato digital por correo electrónico a las dos direcciones siguientes:

emmanuel.salim@unil.ch
leila.kebir@unil.ch

Los y las autoras que tengan dudas sobre la pertinencia de sus propuestas pueden ponerse en contacto con los responsables del monográfico.

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos sino artículos completos.

Los artículos no deben sobrepasar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contando el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes ni las palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores y autoras están disponibles en el sitio web de la revista:

Https://www.cairn.info/docs/es_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_20220614.pdf

Espaces et sociétés
Call for articles for the special feature
Rethinking tourism: tourist practices and environmental priorities in the balance

Emmanuel Salim¹ and Leila Kebir²

Tourism, defined as a system of practices, actors and places dedicated to temporary residence in places for recreational purposes (Knafou Stock, 2003; Stock, 2021), is facing a degree of hostility that is not a novel phenomenon, but seems at present to be gaining momentum. The earliest studies in this domain mention the problems with tourism: the intense development it promotes, the environmental damage it causes, the territorial rearrangements occasioned by its dynamics (Gay, 2018; Knafou et al., 1997), or its tendency to turn places into sites of touristic production (Christin, 2014). More recently, the emergence of platforms like Airbnb has intensified the virulence of these critiques, especially in big cities where tourist accommodation enters into direct competition with residential accommodation (González-Pérez, 2020; Piganiol, 2021). The notion of “over-tourism” has also received extensive media coverage, on the grounds that the presence of too many tourists has negative consequences for the countries and societies affected (Koens et al., 2018). Moreover, environmental perspectives – in terms of the concept of the limits of planetary boundaries (Rockström et al., 2009) – challenge the viability of current tourism-related developments and practices, in particular the mass movement of people on which it is founded. In this respect, there is a two-way feedback between climate change and tourism: tourism can be negatively affected by the proliferation of extreme events, reductions in snow cover and glacial retreat, through to increasing rainfall and higher temperatures, and in turn tourism contributes to the incidence of these events (Clivaz et al., 2015; Steiger et al., 2023). Indeed, greenhouse gas emissions from tourism are currently estimated to account for some 8% of global emissions, mainly as a result of the movements of tourists from their place of residence to their holiday destination (Lenzen et al., 2018).

These accusations levelled at “tourism”, and particularly at so-called “mass tourism”, are developing in parallel with long-standing but growing critiques of the “tourist”, which make a distinction between the figure of the “traveller”, whose motives and behaviours are noble, and that of the boorish and ill-behaved “tourist” (Jeanneret, 1995; Urbain, 2002). While the pertinence of these critiques has been largely deconstructed in the geography and anthropology of tourism (Duhamel, 2018; Gay, 2018), some recent studies have shown that people pay less attention to environmental issues when they are tourists than in everyday life, so that even those with strong environmental values may “forget” their good practices when on vacation (Juvan Dolnicar, 2014). This paradox recalls the pithily expressed idea (Morin, 1962) that “la vacance des grandes valeurs crée la valeur des grandes vacances” (very loosely translated as principles fly out of the window when the tourist steps out of the door). This point is particularly salient where tourist areas that are highly exposed to the effects of climate change become destinations for a form of “last chance tourism” (Lemelin et al., 2010), in which tourists personally contribute disappearance of the things they cherish (Eijgelaar et al., 2010; Salim Ravanel, 2023). In addition, the critique of tourism also implies a judgement based on the social classes that practise it, where mass tourism represents working-class access, whereas the travel habits of the higher classes recall the “noble” origins of the Grand Tour.

¹ Isthia, CERTOP, Université Toulouse Jean Jaurès; IGD, Université de Lausanne.

² IGD, Université de Lausanne.

These critiques of tourism and its practices raise the question of the meaning and legitimacy of tourism today. For example, *sustainable tourism*, defined as “a form of tourism that takes into account its current and future economic, social and environmental impacts while meeting the needs of visitors, professionals, the environment and the host communities”,³ is heavily criticised for driving economic growth, seen as responsible for negative impacts on socio-environmental systems (Bellato et al., 2022). These challenges are reinforced by the fact that, despite the COVID-19 crisis, tourist flows, in particular those based on air travel, continue to grow, generating increases in greenhouse gas emissions that are out of step with the global objectives set out in the Paris Climate Accords (Gössling et al., 2024). Given these contradictions, many authors have explored different conceptual frameworks in order to identify the positive aspects of tourism, partly with the aim of producing a normative framework that favours the development of tourist offerings and activities that have beneficial consequences either for tourists themselves or for the host territories. *Transformative tourism*, for example, is defined as a process where tourists engage in an inner journey that “is part of the awakening of consciousness, and creates more self-awareness, more self-inquiry into the purpose of life, living by a higher set of values, and making greater contributions to others”, which the authors perceive as positive consequences of touristic activity (Sheldon, 2020). For its part, *reflexive tourism* (Knafou, 2017) is defined as “a type of tourism in which the tourist is placed in a situation that prompts him to wonder about the causes and processes that lead to an event” (Salim et al., 2023 p.4) and that to undertake a reflexive self-examination about his current actions. Experiments in reflexive tourism, for example, have been conducted at sites associated with heritage tourism, such as the Camp des Milles internment camp, with the aim of understanding the past in order to foresee the future, and could be adapted to the issue of climate change. *Regenerative tourism* is seen as a development paradigm in which touristic activities support the capacities of local territories, their communities and their visitors, operating harmoniously and interconnectedly with the socio-ecological system (Bellato et al., 2022). It seeks in particular to find frameworks of governance that foster the involvement of local communities in preparing their areas for tourism. Finally, the idea of touristic degrowth represents a politicisation of the debate that challenges the capitalist paradigm within which tourism has developed (Fletcher et al., 2019). This degrowth, particularly the reduction in tourist flows, raises the question of working-class access to tourism, and therefore of social justice and a potential “right to tourism” (Rabbiosi and Wanner, 2020).

Under these circumstances of intense scrutiny, the purpose of this special issue is to understand how tourism can be reshaped or even reinvented. Beyond the theoretical and conceptual aspects, the aim is to cast light on examples of these “new” forms of touristic development in action and to assess both their positive and negative consequences. The issues to be explored include, though are not limited to, the following:

- If the response to the problem is to reduce the volume of tourism while maintaining revenues (for example by increasing the revenue generated per tourist), how can access be guaranteed to all rather than restricted to an elite class, as was the case in the past?
- Generally speaking, as some tourist areas become more homogeneous and, as a result, less distinctive, what meaning do modern tourists attribute to the practice of tourism?
- What is the nature of these perceptions of tourism, and how do they differ between the social classes that practise them?
- How are the critiques of tourism affecting the destinations and areas concerned?
- How are touristic areas adapting (re-adapting)?

³ Vers un tourisme durable – Guide à l’usage des décideurs, PNUE et OMT, 2005, p.11-12

- Are we seeing the emergence of new models of touristic development, which focus on the positive consequences of tourism through the appearance of new practices?
- How do transformations in tourism challenge the models of touristic production and what are the implications of this for the destinations and actors concerned?

The feature will therefore explore the role of tourism in today's societies, its benefits and its advantages, but also its limitations and the means of overcoming them. This feature is open to any theoretical or empirical proposal that can contribute to discussions on these issues. Articles based on research from all parts of the world will be welcome. The contributions may be disciplinary, interdisciplinary or transdisciplinary, and may draw on case studies or analyses relating to regional, national or international contexts.

Bibliography

- BELLATO, L., FRANTZESKAKI, N., NYGAARD, C. A. (2022). Regenerative tourism: A conceptual framework leveraging theory and practice. *Tourism Geographies*, 0(0), 1-21. <https://doi.org/10.1080/14616688.2022.2044376>
- CHRISTIN, R. (2014). L'usure du monde. In *Http://journals.openedition.org/lectures*. Échappée (L'). <https://journals.openedition.org/lectures/15435>
- CLIVAZ, C., GONSETH, C., MATASCI, C. (2015). *Tourisme d'hiver : Le défi climatique*. PPUR Presses polytechniques.
- DUHAMEL, P. (2018). *Géographie du tourisme et des loisirs*. Armand Colin. <https://www.dunod.com/histoire-geographie-et-sciences-politiques/geographie-du-tourisme-et-loisirs-dynamiques-acteurs>
- EIJGELAAR, E., THAPER, C., PEETERS, P. (2010). Antarctic cruise tourism: The paradoxes of ambassadorship, "last chance tourism" and greenhouse gas emissions. *Journal of Sustainable Tourism*, 18(3), 337-354. <https://doi.org/10.1080/09669581003653534>
- FLETCHER, R., MURRAY Mas, I., BLANCO-ROMERO, A., BLÁZQUEZ-SALOM, M. (2019). Tourism and degrowth: An emerging agenda for research and praxis. *Journal of Sustainable Tourism*, 27(12), 1745-1763. <https://doi.org/10.1080/09669582.2019.1679822>
- GAY, J.-C. (2018). Le tourisme par la géographie. *L'Espace géographique*, 47(2), 97-101. <https://doi.org/10.3917/eg.472.0097>
- GONZÁLEZ-PÉREZ, J. M. (2020). The dispute over tourist cities. Tourism gentrification in the historic Centre of Palma (Majorca, Spain). *Tourism Geographies*, 22(1), 171-191. <https://doi.org/10.1080/14616688.2019.1586986>
- GÖSSLING, S., HUMPE, A., SUN, Y.-Y. (2024). On track to net-zero? Large tourism enterprises and climate change. *Tourism Management*, 100. <https://doi.org/10.1016/j.tourman.2023.104842>
- JEANNERET, Y. (1995). Voir autrement nos vacances : Jean-Didier Urbain L'idiot du voyage. *Histoires de touristes ; Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires*. *Communication Langages*, 103(1), 125-126.

- JUVAN, E., DOLNICAR, S. (2014). The attitude-behaviour gap in sustainable tourism. *Annals of Tourism Research*, 48, 76-95. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2014.05.012>
- KNAFOU, R. (2017). Le tourisme réflexif, un nouveau fondement d'un tourisme durable. *Arbor*, 193(785), Article 785. <https://doi.org/10.3989/arbor.2017.785n3001>
- KNAFOU, R., BRUSTON, M., DEPREST, F., DUHAMEL, P., GAY, J.-C., SACAREAU, I. (1997). Une approche géographique du tourisme. *L'Espace géographique*, 26(3), 193-204. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1997.1071>
- KNAFOU, R., STOCK, M. (2003). Tourisme. In J. Levy M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social* (p. 931-934). Belin.
- Koens, K., Postma, A., Papp, B. (2018). Is Overtourism Overused? Understanding the Impact of Tourism in a City Context. *Sustainability*, 10(12), 4384. <https://doi.org/10.3390/su10124384>
- LEMELIN, H., DAWSON, J., STEWART, E. J., MAHER, P., LUECK, M. (2010). Last-chance tourism: The boom, doom, and gloom of visiting vanishing destinations. *Current Issues in Tourism*, 13(5), 477-493. <https://doi.org/10.1080/13683500903406367>
- LENZEN, M., SUN, Y.-Y., FATURAY, F., TING, Y.-P., GESCHKE, A., MALIK, A. (2018). The carbon footprint of global tourism. *Nature Climate Change*, 8(6), 522-528. <https://doi.org/10.1038/s41558-018-0141-x>
- MORIN, E. (1962). *L'esprit du temps. Essai sur la culture de masse*. Grasset.
- PIGANIOL, V. (2021). Airbnb ou la géopolitique (mondialisée) d'un hébergement touristique contesté. De la disruption magnifiée aux conflictualités généralisées... *Via. Tourism Review*, 19, Article 19. <https://doi.org/10.4000/viatourism.6948>
- RABBIOSI, C., WANNER, P. (2020). Dal "diritto alla città" al "diritto alla mobilità". Spunti per una critica socio-spatiale della definizione di "turista". *Scritture migranti*, 129-153 Paginazione. <https://doi.org/10.6092/ISSN.2035-7141/11997>
- ROCKSTRÖM, J., STEFFEN, W., NOONE, K., PERSSON, Å., CHAPIN, F. S. I., LAMBIN, E., LENTON, T., SCHEFFER, M., FOLKE, C., SCHELLNHUBER, H. J., NYKVIST, B., DE WIT, C., HUGHES, T., VAN DER LEEUW, S., RODHE, H., SÖRLIN, S., SNYDER, P., COSTANZA, R., SVEDIN, U., ... FOLEY, J. (2009). Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity. *Ecology and Society*, 14(2). <https://doi.org/10.5751/ES-03180-140232>
- SALIM, E., GIRAUT, C., NESUR, K. (2023). Le tourisme réflexif en montagne à l'heure de l'Anthropocène : Discussion autour du projet de réhabilitation du Montenvers, Chamonix. *Mondes du Tourisme*. <https://doi.org/10.4000/tourisme.6123>
- SALIM, E., RAVANEL, L. (2023). Last chance to see the ice: Visitor motivation at Montenvers-Mer-de-Glace, French Alps. *Tourism Geographies*, 25(1), 72-94. <https://doi.org/10.1080/14616688.2020.1833971>
- SHELDON, P. J. (2020). Designing tourism experiences for inner transformation. *Annals of Tourism Research*, 83. <https://doi.org/10.1016/j.annals.2020.102935>

- STEIGER, R., DEMIROGLU, O. C., PONS, M., SALIM, E. (2023). Climate and carbon risk of tourism in Europe. *Journal of Sustainable Tourism*, 0(0), 1-31. <https://doi.org/10.1080/09669582.2022.2163653>
- STOCK, M. (Éd.). (2021). *Progress in French Tourism Geographies: Inhabiting Touristic Worlds*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-52136-3>
- URBAIN, J. D. (2002). *L'idiot du voyage : Histoires de touristes*. Petite Bibliothèque Payot. <https://books.google.ch/books?id=i7gXAQAAQAAJ>

FEATURE COORDINATORS
Emmanuel Salim and Leïla Kebir

TIMETABLE
Articles to be sent no later than **November 1, 2024**

CORRESPONDENCE ADDRESS
Exclusively by email to the following two addresses:
emmanuel.salim@univ.tlse2.fr; leila.kebir@unil.ch

Authors who are not certain whether their article is suitable can contact the feature coordinators.

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.
Article proposals may be submitted in English, French, German, Spanish, Portuguese or Italian. However, if the text is accepted for publication, it is the author's responsibility to provide a professional French translation.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:
[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

The journal would like to remind potential contributors that they may at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.

Espaces et sociétés
Appel à articles pour le dossier thématique du numéro 199, 3/2026
La rente locative ordinaire et ses espaces

Coordonné par Cécile Vignal et Margot Delon

En France, un logement sur quatre appartient à un bailleur privé, ce qui représente 7,5 millions de logements possédés par plus de 2 millions de propriétaires (Service des données et études statistiques (SDES), 2022). Ces propriétaires, majoritairement des “personnes physiques” et non des sociétés capitalisées, ont été peu étudiés alors qu’ils occupent une position nodale dans la fabrique des inégalités urbaines et les rapports sociaux liés au logement (Delon, Vignal, 2022). En se focalisant sur les espaces que les propriétaires bailleurs investissent et sur les stratégies ordinaires d’extraction de la rente locative qu’ils mettent en œuvre, ce numéro d’*Espaces et sociétés* ambitionne de contribuer à une question montante de la recherche urbaine française et internationale.

La propriété locative est longtemps restée le parent pauvre de l’analyse sociologique focalisée sur la propriété occupante, et en particulier sur l’accession à la propriété des classes moyennes et des classes ouvrières. En conséquence, les propriétaires bailleurs sont en France un sujet d’intérêt de certains historiens, politistes et urbanistes d’une part (Levy et Saint-Raymond, 1992 ; Magri, 1996 ; Michel, 2006 ; Voldman, 2016) et plus fréquemment d’économistes et de statisticiens d’autre part (Chodorge et Pavard, 2016 ; Massot et Bovieux, 2016), sans que ces travaux permettent d’élucider le quotidien des rapports sociaux locatifs, les trajectoires d’investissement des bailleurs ou les logiques patrimoniales les structurant.

L’intérêt scientifique et politique pour ces questions va cependant croissant. Depuis la fin des années 2000, plusieurs travaux français se sont intéressés à l’importance du patrimoine immobilier dans les classements sociaux (Gollac et Bessière, 2020 ; Piketty, 2013) et à l’adaptation aux logiques de marché. Des enquêtes ont d’abord porté sur la mise en location de courte durée de logements via les plateformes de type *AirBnB*, marquant la porosité des usages résidentiels et des usages marchands à la fois des résidences principales et secondaires (Oppenchain, Lefevre et Devaux, 2022 ; Roger et Jankel, 2020). Les propriétaires bailleurs pratiquant une location de longue durée ont ensuite fait l’objet d’enquêtes de terrain principalement sous l’angle des politiques d’investissement locatif dans les programmes neufs menées par les classes supérieures et moyennes (Benites-Gambirazio et Bonneval, 2021 ; Bonneval et Robert, 2013 ; Herlin-Giret et Spire, 2022). Enfin, les propriétaires bailleurs de logements loués à l’année sont au cœur d’enquêtes – parfois en cours – en sociologie économique, sociologue urbaine et des classes sociales – ou bien suivant une approche plus orientée vers les politiques urbaines et la régulation publique. Ces enquêtes pointent les trajectoires de propriétaires bailleurs des marchés locatifs des métropoles, des petites villes, les stratégies de divisions de maisons ou au sein de copropriétés (Bergerand, 2020 ; Davy, Mertiny et Richard, 2014 ; Delon et Fournier, 2019 ; Lefevre, 2018 ; Touati, 2016 ; Vignal, 2018).

À l’international, la littérature est extrêmement diversifiée. Si des travaux de référence ont mis en avant la prégnance d’une dynamique globale de financiarisation de la production du logement (Aalbers, 2017 ; Harvey, 1989), ses formes et ses conséquences demeurent étroitement liées aux contextes nationaux et locaux dans lesquels elle se décline (Aalbers et Haila, 2018 ; Gaudreau, 2020). Ainsi la figure du propriétaire bailleur varie-t-elle beaucoup selon les formes du marché du logement, les politiques publiques menées et le type de régime d’État providence... Des travaux menés au Royaume-Uni ont ainsi documenté l’émergence

massive d'un groupe de propriétaires bailleurs trouvant dans la rente locative une forme de réponse aux réformes néolibérales du travail et de l'assistance sociale (Arundel, 2017 ; Soaita et al., 2017). Aux États-Unis, ont été notamment décrites les pratiques discriminatoires des bailleurs et la complexité des rapports sociaux locatifs (Desmond, 2016 ; Rosen, Garboden et Cossyleon, 2021 ; Shiffer-Sebba, 2020). En Italie comme en Espagne sont étudiées les diverses formes de rente urbaine tirées des logements en particulier au sein des classes supérieures et moyennes (Pascual, 2022 ; Semi et Tonetta, 2019). Ailleurs dans le monde, le « private rented sector » est aussi décrit dans sa déclinaison informelle, comme au Ghana (Arku, Luginaah et Mkandawire, 2012) ou en Afrique du Sud (Gunter et Massey, 2017) ; en Chine, c'est la constitution de monopoles de rente par les propriétaires se positionnant dans certains sous-secteurs du logement qui a fait récemment l'objet d'une étude (Li, 2023). Cités de façon non exhaustive, ces travaux incitent à poursuivre les recherches sur les stratégies ordinaires des ménages ayant acquis ou hérité des logements mis en location sur la longue durée.

Ainsi, ce numéro *d'Espaces et sociétés* ambitionne de rassembler pour la première fois des travaux empiriques sur le patrimoine immobilier locatif privé et ses espaces. S'il nous semble important de donner prioritairement à lire les nombreuses recherches en cours sur le cas français et européen, le numéro sera ouvert à des cas d'étude internationaux qui montreraient la variation des stratégies d'extraction de la rente locative par des ménages ordinaires, poussés par le délitement des Etats sociaux et la néolibéralisation des politiques urbaines. Ces ménages accumulant du patrimoine pourront être observés dans les espaces urbains, périurbains comme ruraux. Les configurations locales, les types de régulation publique, le rapport des propriétaires aux intermédiaires du marché locatif pourront être documentés.

Les articles devront traiter de la gestion de locations de longue durée, paradoxalement peu travaillée alors qu'elle est la modalité majoritaire sur le marché du logement locatif et qu'elle repose sur des logiques patrimoniales et économiques ayant contribué à l'inflation des loyers et des valeurs immobilières ces trente dernières années. Il sera aussi intéressant d'étudier la porosité avec une diversité de stratégies de maximisation de la rente ou d'accumulation du patrimoine (y compris via des sociétés immobilières capitalisées). Enfin, le numéro sera attentif aux effets de crises économiques et immobilières, à la dévalorisation de certains espaces et biens locatifs ainsi qu'aux résistances à la financiarisation du logement. Les matériaux mobilisés pourront être quantitatifs comme qualitatifs.

Le dossier cherche donc à articuler ce double rapport du patrimoine locatif à l'espace autour de deux axes : ce que les espaces font à la propriété locative et ce que le logement locatif fait à l'espace.

1. L'espace dans les stratégies patrimoniales et les rapports sociaux locatifs

Le patrimoine immobilier peut être considéré comme une dimension du positionnement des classes sociales. Des travaux récents décrivent l'évolution de la détention de logements de rapport en France en analysant sa place dans les inégalités sociales de patrimoine (Delon et Vignal, 2022 ; Gollac et Bessière, 2020). Où se localisent les logements locatifs selon les classes sociales des propriétaires ? Quels sont les espaces de prédilection de la propriété locative et comment évolue cette localisation dans le temps ? Différents types d'espaces coexistent-ils au sein d'un même patrimoine immobilier ? Qui sont les propriétaires du parc locatif ancien et dégradé, que l'on retrouve notamment dans les grandes propriétés des périphéries urbaines ? En lien avec la production neuve de logements locatifs, comment évoluent les stratégies spatiales des promoteurs immobiliers spécialisés dans l'investissement locatif ? Les trajectoires patrimoniales des propriétaires peuvent également dépasser les frontières. Quelle circulation transnationale des propriétaires et des capitaux immobiliers peut-on observer ?

Enfin, les propriétaires du logement locatif exercent un pouvoir sur l'espace à travers la sélection des locataires, la fixation des niveaux des loyers, les travaux d'entretien du logement ou lors du recouvrement des dettes d'impayés (François, 2023). Comment l'espace médie-t-il les rapports sociaux locatifs et la conflictualité autour de la propriété (et comment ces derniers varient-ils selon les espaces) ? Le patrimoine dépend également des rapports sociaux de genre et de générations au sein des familles (Gollac et Bessière, 2020) eux-mêmes intriqués dans ceux de classes et d'origine ethno-raciale (Palomera, 2014). Les articles pourront analyser le déploiement de ces imbrications à travers les expériences des propriétaires.

2. Propriété locative, rente et production de l'espace

Le logement locatif permet de comprendre la fabrique de la ville et son contrôle. Le dossier s'intéressera ainsi à la façon dont la propriété locative contribue à produire l'espace, à plusieurs niveaux. Comment le logement est-il marchandisé, en dépit de son histoire de « marchandise impossible » (Topalov, 1987) ? Quelles architectures et transformations du bâti – comme la création des copropriétés dans les années 1930 et la division de maisons et immeubles de mono-propriété – facilitent sa mise en location ? Quelle progression de la marchandisation peut-on observer en fonction des types de logement, des types d'espaces ou des segments du marché ? Les dynamiques relatives à la propriété locative sont enfin susceptibles d'avoir des effets spatiaux sur le peuplement. Comment sa distribution influence-t-elle par exemple la ségrégation socio-spatiale ?

Comment la propriété locative contribue-t-elle à la formation de *spatial fix* (Harvey, 2001) ? Quelle place tient-elle dans les stratégies d'attractivité mises en place par les pouvoirs publics pour valoriser certains espaces et faciliter la circulation et l'ancrage du capital ? Quelle est l'influence des acteurs privés dans ce processus ? Historiquement, mais aussi dans certains sous-marchés contemporains du logement, la figure du patron se confond avec celle du propriétaire bailleur qui propose un logement aux travailleurs, parfois mobiles, qu'il emploie, doublant ainsi les rapports d'exploitation au travail par des rapports de location (Magri, 1996). Plus récemment, des travaux ont montré comment des investissements locatifs particuliers, ceux de gentrificateurs transnationaux (Montezuma et McGarrigle, 2019) avaient préparé l'arrivée de grandes firmes monopolisant progressivement le marché (Cocola-Gant et al., 2021) ou captant l'épargne des ménages pour l'investissement immobilier du type Coliving (Casier, 2023).

Nous attendons des contributions de diverses disciplines des sciences sociales (sociologie, géographie, économie, sciences politiques, urbanisme, histoire), mobilisant des données quantitatives et/ou des données qualitatives. Les contributions pourront porter sur des études de cas en France ou en Europe, ainsi que dans d'autres contextes internationaux, et sur différents types d'espaces urbains, périurbains ou ruraux.

Bibliographie

- AALBERS M.B., 2017, *The Financialization of Housing: A political economy approach*, 1st edition, London New York, NY, Routledge, 158 p.
- AALBERS M.B., HAILA A., 2018, « A conversation about land rent, financialisation and housing », *Urban Studies*, 55, 8, p. 1821-1835.
- ARKU G., LUGINAAH I., MKANDAWIRE P., 2012, « “You Either Pay More Advance Rent or You Move Out”: Landlords/Ladies’ and Tenants’ Dilemmas in the Low-income Housing Market in Accra, Ghana », *Urban Studies*, 49, 14, p. 3177-3193.

- ARUNDEL R., 2017, « Equity Inequity: Housing Wealth Inequality, Inter and Intra-generational Divergences, and the Rise of Private Landlordism », *Housing, Theory and Society*, 34, 2, p. 176-200.
- BENITES-GAMBIRAZIO E., BONNEVAL L., 2021, « Promouvoir un dispositif d'incitation fiscale à l'investissement locatif: Quand les professionnels de l'immobilier deviennent acteurs relais », *Gouvernement et action publique*, 4, p. 137-160.
- BERGERAND M., 2020, « L'éternel retour du « parc social de fait » », *Métropolitiques*.
- BONNEVAL L., ROBERT F., 2013, « Chapitre VII. Les déterminants économiques des décisions d'investissement : Revenu locatif, prix et rentabilité de l'immobilier », dans *L'immeuble de rapport. L'immobilier entre gestion et spéculation (Lyon 1860-1990)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- CASIER C., 2023, « Le coliving ou la financiarisation des maisons bruxelloises », *Brussels Studies. La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles / Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The Journal of Research on Brussels*.
- CHODORGE M., PAVARD C., 2016, « Le parc locatif privé et ses bailleurs en 2013 », ANIL.
- COCOLA-GANT A., JOVER J., CARVALHO L., CHAMUSCA P., 2021, « Corporate hosts: The rise of professional management in the short-term rental industry », *Tourism Management Perspectives*, 40, p. 1-12.
- DAVY A.-C., MERTINY P., RICHARD M., 2014, « La division des pavillons de banlieue », *Métropolitiques*.
- DELON M., FOURNIER J., 2019, « L'attrait de la pierre. Les investissements immobiliers des classes populaires et moyennes dans une petite ville », Socialisations économiques. Journée d'étude organisée par le RT5 (« Classes sociales, inégalités, fragmentations »), le RT12 (« Sociologie économique »), et le RT50 (« Socialisations ») de l'Association Française de Sociologie., CNRS/Pouchet, 14 mars 2019.
- DELON M., VIGNAL C., 2022, « Les inégalités d'accès et de valorisation de la propriété immobilière locative à travers les enquêtes Logement (1992-2013) et Histoire de vie et Patrimoine (2017-2018) », Tours, 2022.
- DESMOND M., 2016, *Evicted: Poverty and Profit in the American City*, Crown/Archetype, 377 p.
- FRANÇOIS C., 2023, *De gré et de force: comment l'État expulse les pauvres*, Paris, France, La Découverte, 233 p.
- GAUDREAU L., 2020, *Le promoteur, la banque et le rentier: fondements et évolution du logement capitaliste*, Québec, Canada, Lux Editeur.
- GOLLAC S., BESSIÈRE C., 2020, *Le genre du capital: Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte, 251 p.
- GUNTER A.G., MASSEY R.M., 2017, « Renting Shacks: Tenancy in the informal housing sector of the Gauteng Province, South Africa », *Bulletin of Geography. Socio-economic Series*, 37, p. 25-34.
- HARVEY D., 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71, 1, p. 3-17.
- HARVEY D., 2001, « Globalization and the “spatial fix” », *geographische revue: Zeitschrift für Literatur und Diskussion*, 3, 2, p. 23-30.
- HERLIN-GIRET C., SPIRE A., 2022, « Saisir la justice sans la connaître: Trajectoires de contribuables lésé· es », *Genèses*, 3, p. 10-31.
- LEFEUVRE M.-P., 2018, « Rentières ou logeuses. Eléments sur les femmes bailleuses », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED, p. 285-300.

- LEVY J.-P., SAINT-RAYMOND O., 1992, *Profession propriétaire: logiques patrimoniales et logement locatif en France*, Toulouse, France, Presses universitaires du Mirail, 180 p.
- LI B., 2023, « The realization of class-monopoly rents: Landlords' class power and its impact on tenants' housing experiences », *Journal of Urban Management*.
- MAGRI S., 1996, « Les propriétaires, les locataires, la loi. Jalons pour une analyse sociologique des rapports de location, Paris 1850-1920 », *Revue Française de Sociologie*, 37, 3, p. 397-418.
- MASSOT A., BOVIEUX J., 2016, « Les propriétaires bailleurs », *Politiquedulogement.com, en ligne*.
- MICHEL H., 2006, *La cause des propriétaires: État et propriété en France, fin XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 319 p.
- MONTEZUMA J., MCGARRIGLE J., 2019, « What motivates international homebuyers? Investor to lifestyle 'migrants' in a tourist city », *Tourism Geographies*, 21, 2, p. 214-234.
- OPPENCHAIM N., LEFEUVRE M.-P., DEVAUX J., 2022, « L'hébergement Airbnb hors des grandes métropoles: Une activité plus ou moins rationalisée entre visée rentière et occupation », *Réseaux*, 6, p. 253-284.
- PALOMERA J., 2014, « Reciprocity, Commodification, and Poverty in the Era of Financialization », *Current Anthropology*, 55, S9, p. S105-S115.
- PASCUAL P.C.C., 2022, *La democracia de propietarios: fondos de inversión, rentismo popular y la lucha por la vivienda*, Traficantes de Sueños.
- PIKETTY T., 2013, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Éditions du Seuil (Les livres du nouveau monde), 970 p.
- ROGER S., JANKEL S., 2020, « À Paris, quatre résidences secondaires sur dix appartiennent à des Franciliens ».
- ROSEN E., GARBODEN P.M.E., COSSYLEON J.E., 2021, « Racial Discrimination in Housing: How Landlords Use Algorithms and Home Visits to Screen Tenants », *American Sociological Review*.
- SEMI G., TONETTA M., 2019, « Plateformes locatives en ligne et rente urbaine à Turin : les classes moyennes face à l'austérité », *Annales de géographie*, N°727, 3, p. 40.
- SERVICE DES DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES (SDES), 2022, « Chiffres clés du logement - Édition 2022 », *Chiffres clés du logement*.
- SHIFFER-SEBBA D., 2020, « Understanding the Divergent Logics of Landlords: Circumstantial versus Deliberate Pathways », *City & Community*, 19, 4, p. 1011-1037.
- SOAITA A.M., SEARLE B.A., MCKEE K., MOORE T., 2017, « Becoming a landlord: strategies of property-based welfare in the private rental sector in Great Britain », *Housing Studies*, 32, 5, p. 613-637.
- TOPALOV C., 1987, *Le logement en France: histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 437 p.
- TOUATI A., 2016, « La densification spontanée à Trappes ou la production informelle d'un parc social de fait 1 », *Tous urbains*, 4, p. 41-44.
- VIGNAL C., 2018, « Travail du domicile et travail à domicile : pratiques de familles populaires autour de la propriété du logement », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED.
- VOLDMAN D., 2016, *Locataires et propriétaires. Une histoire française : XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Payot, 350 p.

COORDINATION DU DOSSIER

Cécile Vignal et Margot Delon

CALENDRIER

envoi des articles au plus tard **le 1^{er} novembre 2024**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux deux adresses suivantes :

cecile.vignal1@univ-lille.fr

margot.delon@univ-nantes.fr

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

ATTENTION

La revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les propositions d'articles peuvent être soumises en français, anglais, allemand, espagnol, portugais, ou italien. Toutefois, dans le cas où le texte est accepté pour publication, il est de la responsabilité de l'auteur de fournir une traduction française de qualité professionnelle.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-
eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-
consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication.

Espaces et sociétés

Convocatoria de artículos para el monográfico del número 199, 3/2026 La renta de la vivienda en alquiler ordinaria y sus espacios

Coordinado por Cécile Vignal y Margot Delon

En Francia, una de cada cuatro viviendas es propiedad de un arrendador privado, lo que representa 7,5 millones de viviendas que pertenecen a más de 2 millones de propietarios (Service des données et études statistiques (SDES, 2022). Estos propietarios, que en su mayoría son "personas físicas" y no sociedades capitalizadas, han sido poco estudiados, a pesar de que ocupan una posición nodal en la construcción de las desigualdades urbanas y las relaciones sociales asociadas a la vivienda (Delon, Vignal, 2022). Al centrarse en los espacios en los que invierten los propietarios arrendadores y en las estrategias ordinarias que utilizan para extraer rentas de alquiler, este número de *Espaces et sociétés* pretende contribuir a una cuestión emergente en la investigación urbana francesa e internacional.

Durante mucho tiempo, la propiedad de viviendas en alquiler ha sido el pariente pobre del análisis sociológico, que se ha centrado en la vivienda ocupada en propiedad y, en particular, en el acceso a la propiedad de la vivienda por parte de las clases medias y trabajadoras. En consecuencia, los propietarios arrendadores en Francia son un tema de interés para algunos historiadores, politólogos y urbanistas, por una parte (Levy y Saint-Raymond, 1992; Magri, 1996; Michel, 2006; Voldman, 2016) y, más frecuentemente, por otra parte, para economistas y estadísticos (Chodorge y Pavard, 2016 ; Massot y Bovieux, 2016). No obstante, estos estudios no dilucidan la naturaleza cotidiana de las relaciones sociales en torno al alquiler, las trayectorias de inversión de los arrendatarios ni las lógicas de patrimonio inmobiliario que las estructuran.

Sin embargo, el interés científico y político por estas cuestiones es cada vez mayor. Desde finales de la década de 2000, varios estudios franceses han analizado la importancia del patrimonio inmobiliario en la clasificación social (Gollac y Bessière, 2020; Piketty, 2013) y su adaptación a las fuerzas del mercado. En primer lugar, se realizaron encuestas sobre el alquiler residencial de corta duración a través de plataformas como *AirBnB*, que pusieron de manifiesto la naturaleza porosa de los usos residenciales y comerciales de las residencias principales y secundarias (Oppenchain, Lefevre y Devaux, 2022; Roger y Jankel, 2020). A continuación, los arrendadores que alquilan a largo plazo fueron objeto de estudios de campo, principalmente desde la perspectiva de las políticas de inversión para alquilar desarrolladas por las clases altas y medias en áreas urbanas nuevas o renovadas (Benites-Gambirazio y Bonneval, 2021; Bonneval y Robert, 2013; Herlin-Giret y Spire, 2022). Por último, los arrendadores de viviendas que se alquilan por períodos de un año son objeto de investigaciones -a veces en curso- en sociología económica, sociología urbana y sociología de las clases sociales -o siguiendo un enfoque más orientado hacia las políticas urbanas y la regulación pública-. Estos estudios se centran en las trayectorias de los arrendadores en los mercados de alquiler de las metrópolis y de las pequeñas ciudades, y en las estrategias de división de las viviendas o de las

copropiedades (Bergerand, 2020 ; Davy, Mertiny et Richard, 2014 ; Delon et Fournier, 2019 ; Lefeuvre, 2018 ; Touati, 2016 ; Vignal, 2018).

A escala internacional, la bibliografía es muy diversa. Mientras que trabajos seminales han puesto de relieve la prevalencia de una tendencia global hacia la financiarización de la producción de viviendas (Aalbers, 2017; Harvey, 1989), sus formas y consecuencias siguen estando estrechamente vinculadas a los contextos nacionales y locales en los que tiene lugar (Aalbers y Haila, 2018; Gaudreau, 2020). La figura del arrendador varía mucho según las formas del mercado de la vivienda, las políticas públicas y el tipo de régimen de Estado de bienestar, etc. La investigación en el Reino Unido ha documentado la aparición masiva de un grupo de arrendadores que encuentran en los ingresos por alquiler una forma de respuesta a las reformas neoliberales del trabajo y la asistencia social (Arundel, 2017; Soaita et al., 2017). En Estados Unidos se han descrito las prácticas discriminatorias de los caseros y la complejidad de las relaciones sociales entre inquilinos (Desmond, 2016; Rosen, Garboden y Cossyleon, 2021; Shiffer-Sebba, 2020). Tanto en Italia como en España, se han estudiado las diversas formas de renta urbana derivadas de la vivienda, sobre todo entre las clases altas y medias (Pascual, 2022; Semi y Tonetta, 2019). En otros lugares del mundo, también se describe el "*private rented sector*" en su variante informal, como en Ghana (Arku, Luginaah y Mkandawire, 2012) o Sudáfrica (Gunter y Massey, 2017); en China, la creación de monopolios de alquiler por parte de propietarios que se posicionan en determinados subsectores de la vivienda ha sido objeto de un estudio recientemente (Li, 2023). Aunque no son exhaustivos, estos estudios animan a seguir investigando las estrategias ordinarias a largo plazo de los hogares que han adquirido o heredado viviendas para ponerlas en alquiler.

El objetivo de este número de *Espaces et sociétés* es reunir por primera vez trabajos empíricos sobre el patrimonio inmobiliario privado para el alquiler y sus espacios. Si bien nos parece importante dar prioridad a los numerosos proyectos de investigación actualmente en curso en Francia y en Europa, el número también estará abierto a estudios de casos internacionales que muestren la variación de las estrategias de extracción de rentas de alquiler por parte de los hogares corrientes, impulsadas por la desintegración de los Estados sociales y la neoliberalización de las políticas urbanas. Estos hogares acumuladores de patrimonio podrían observarse en espacios urbanas, periurbanos y rurales. Se documentarán las configuraciones locales, los tipos de regulación pública y la relación entre propietarios e intermediarios en el mercado de alquiler.

Los artículos deberán abordar la gestión de los arrendamientos de larga duración, que paradójicamente recibe poca atención a pesar de ser la modalidad mayoritaria en el mercado de la vivienda de alquiler y de basarse en lógicas patrimoniales y económicas que han contribuido a la inflación de los alquileres y del valor de los valores inmobiliarios en los últimos treinta años. También será interesante estudiar la porosidad con una variedad de estrategias para maximizar la renta o acumular patrimonio (incluso a través de sociedades inmobiliarias capitalizadas). Por último, se estudiarán los efectos de las crisis económicas e inmobiliarias, la devaluación de ciertos espacios y bienes de alquiler, y la resistencia a la financiarización de la vivienda. El material utilizado podrá ser cuantitativo o cualitativo.

Así pues, el monográfico trata de articular esta doble relación entre el patrimonio para el alquiler y el espacio en torno a dos ejes: cómo influye el espacio sobre la propiedad de alquiler y cómo influye la vivienda de alquiler sobre el espacio.

1. El espacio en las estrategias patrimoniales y las relaciones sociales en torno a la vivienda de alquiler

El patrimonio inmobiliario puede considerarse una dimensión del posicionamiento de clase social. Estudios recientes han descrito la evolución de la propiedad de los inmuebles de alquiler en Francia y han analizado su papel en las desigualdades sociales en materia de patrimonio (Delon y Vignal, 2022; Gollac y Bessière, 2020). ¿Dónde se ubican los inmuebles de alquiler en función de la clase social de los propietarios? ¿Cuáles son las ubicaciones preferidas de la propiedad de viviendas en alquiler y cómo cambian con el tiempo? ¿Coexisten diferentes tipos de espacios dentro de una misma cartera inmobiliaria? ¿Quiénes son los propietarios del parque residencial en alquiler más antiguo y deteriorado, situado sobre todo en las grandes propiedades en periferia urbana? ¿Cómo evolucionan las estrategias espaciales de los promotores inmobiliarios especializados en la inversión en el mercado de alquiler en relación con la producción de vivienda nueva en alquiler? Las trayectorias patrimoniales de los propietarios también pueden cruzar fronteras. ¿Qué circulación transnacional de propietarios y de capitales inmobiliarios se observa?

Por último, los propietarios de viviendas de alquiler ejercen un poder sobre el espacio a través de la selección de los inquilinos, la fijación de los niveles de alquiler, los trabajos de mantenimiento de la vivienda o el cobro de deudas impagadas (François, 2023). ¿Cómo media el espacio en las relaciones sociales en torno al alquiler y los conflictos en torno a la propiedad (y cómo varían de un espacio a otro)? El patrimonio también depende de las relaciones sociales de género y generación dentro de las familias (Gollac y Bessière, 2020), que a su vez se entrelazan con las relaciones de clase y las de origen etnorracial (Palomera, 2014). Los artículos podrán analizar cómo estas interrelaciones se despliegan a través de las experiencias de los propietarios.

2. Propiedad para el alquiler, renta y producción de espacio

La vivienda de alquiler es una forma de entender cómo se hacen y controlan las ciudades. El dossier analizará el modo en que la propiedad residencial en alquiler contribuye a la producción del espacio, a varios niveles. ¿Cómo se mercantiliza la vivienda, a pesar de su historia como "mercancía imposible" (Topalov, 1987)? ¿Qué arquitecturas y transformaciones de los edificios - como la creación de condominios en los años 30 y la división de casas e inmuebles de un solo propietario - facilitan su incorporación al mercado de alquiler? ¿Qué avances se observan en la comercialización de los distintos tipos de vivienda, de los distintos tipos de espacio y de los distintos segmentos del mercado? Por último, es probable que la dinámica de la propiedad en alquiler sea susceptible de tener efectos espaciales en el poblamiento. Por ejemplo, ¿cómo influye su distribución en la segregación socioespacial?

¿Cómo contribuye la propiedad en alquiler a la formación de *spatial fix* (Harvey, 2001)? ¿Qué papel desempeña en las estrategias de atracción puestas en marcha por las autoridades públicas para revalorizar determinadas zonas y facilitar la circulación y el anclaje del capital? ¿Qué influencia tienen los agentes privados en este proceso? Históricamente, pero también en ciertos submercados contemporáneos de la vivienda, la figura del empresario se confunde con la del propietario que ofrece alojamiento a los trabajadores, a veces móviles, que emplea, duplicando así la relación de explotación en el trabajo y a través del alquiler (Magri, 1996). Más recientemente, las investigaciones han mostrado cómo determinadas inversiones en alquiler, las de los gentrificadores transnacionales (Montezuma y McGarrigle, 2019), allanaron el camino para la llegada de grandes empresas que monopolizan progresivamente el mercado (Cocola-Gant et al., 2021) o que captan el ahorro de los hogares para inversiones inmobiliarias del tipo *coliving* (Casier, 2023).

Esperamos contribuciones de diversas disciplinas de las ciencias sociales (sociología, geografía, economía, ciencias políticas, urbanismo, historia), que utilicen datos cuantitativos y/o cualitativos. Las contribuciones pueden centrarse en estudios de casos en Francia o Europa, así como en otros contextos internacionales, y en diferentes tipos de espacios urbanos, periurbanos o rurales.

Bibliografía

- AALBERS M.B., 2017, *The Financialization of Housing: A political economy approach*, 1st edition, London New York, NY, Routledge, 158 p.
- AALBERS M.B., HAILA A., 2018, « A conversation about land rent, financialisation and housing », *Urban Studies*, 55, 8, p. 1821-1835.
- ARKU G., LUGINAAH I., MKANDAWIRE P., 2012, « “You Either Pay More Advance Rent or You Move Out”: Landlords/Ladies’ and Tenants’ Dilemmas in the Low-income Housing Market in Accra, Ghana », *Urban Studies*, 49, 14, p. 3177-3193.
- ARUNDEL R., 2017, « Equity Inequity: Housing Wealth Inequality, Inter and Intra-generational Divergences, and the Rise of Private Landlordism », *Housing, Theory and Society*, 34, 2, p. 176-200.
- BENITES-GAMBIRAZIO E., BONNEVAL L., 2021, « Promouvoir un dispositif d’incitation fiscale à l’investissement locatif: Quand les professionnels de l’immobilier deviennent acteurs relais », *Gouvernement et action publique*, 4, p. 137-160.
- BERGERAND M., 2020, « L’éternel retour du « parc social de fait » », *Métropolitiques*.
- BONNEVAL L., ROBERT F., 2013, « Chapitre VII. Les déterminants économiques des décisions d’investissement : Revenu locatif, prix et rentabilité de l’immobilier », dans *L’immeuble de rapport. L’immobilier entre gestion et spéculation (Lyon 1860-1990)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- CASIER C., 2023, « Le coliving ou la financiarisation des maisons bruxelloises », *Brussels Studies. La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles / Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The Journal of Research on Brussels*.
- CHODORGE M., PAVARD C., 2016, « Le parc locatif privé et ses bailleurs en 2013 », ANIL.
- COCOLA-GANT A., JOVER J., CARVALHO L., CHAMUSCA P., 2021, « Corporate hosts: The rise of professional management in the short-term rental industry », *Tourism Management Perspectives*, 40, p. 1-12.

- DAVY A.-C., MERTINY P., RICHARD M., 2014, « La division des pavillons de banlieue », *Métropolitiques*.
- DELON M., FOURNIER J., 2019, « L'attrait de la pierre. Les investissements immobiliers des classes populaires et moyennes dans une petite ville », *Socialisations économiques*. Journée d'étude organisée par le RT5 (« Classes sociales, inégalités, fragmentations »), le RT12 (« Sociologie économique »), et le RT50 (« Socialisations ») de l'Association Française de Sociologie., CNRS/Pouchet, 14 mars 2019.
- DELON M., VIGNAL C., 2022, « Les inégalités d'accès et de valorisation de la propriété immobilière locative à travers les enquêtes Logement (1992-2013) et Histoire de vie et Patrimoine (2017-2018) », Tours, 2022.
- DESMOND M., 2016, *Evicted: Poverty and Profit in the American City*, Crown/Archetype, 377 p.
- FRANÇOIS C., 2023, *De gré et de force: comment l'État expulse les pauvres*, Paris, France, La Découverte, 233 p.
- GAUDREAU L., 2020, *Le promoteur, la banque et le rentier: fondements et évolution du logement capitaliste*, Québec, Canada, Lux Editeur.
- GOLLAC S., BESSIÈRE C., 2020, *Le genre du capital: Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte, 251 p.
- GUNTER A.G., MASSEY R.M., 2017, « Renting Shacks: Tenancy in the informal housing sector of the Gauteng Province, South Africa », *Bulletin of Geography. Socio-economic Series*, 37, p. 25-34.
- HARVEY D., 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71, 1, p. 3-17.
- HARVEY D., 2001, « Globalization and the “spatial fix” », *geographische revue: Zeitschrift für Literatur und Diskussion*, 3, 2, p. 23-30.
- HERLIN-GIRET C., SPIRE A., 2022, « Saisir la justice sans la connaître: Trajectoires de contribuables lésé·es », *Genèses*, 3, p. 10-31.
- LEFEUVRE M.-P., 2018, « Rentières ou logeuses. Eléments sur les femmes bailleuses », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED, p. 285-300.
- LEVY J.-P., SAINT-RAYMOND O., 1992, *Profession propriétaire: logiques patrimoniales et logement locatif en France*, Toulouse, France, Presses universitaires du Mirail, 180 p.
- LI B., 2023, « The realization of class-monopoly rents: Landlords' class power and its impact on tenants' housing experiences », *Journal of Urban Management*.
- MAGRI S., 1996, « Les propriétaires, les locataires, la loi. Jalons pour une analyse sociologique des rapports de location, Paris 1850-1920 », *Revue Française de Sociologie*, 37, 3, p. 397-418.
- MASSOT A., BOVIEUX J., 2016, « Les propriétaires bailleurs », *Politiquedulogement.com, en ligne*.
- MICHEL H., 2006, *La cause des propriétaires: État et propriété en France, fin XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 319 p.
- MONTEZUMA J., MCGARRIGLE J., 2019, « What motivates international homebuyers? Investor to lifestyle ‘migrants’ in a tourist city », *Tourism Geographies*, 21, 2, p. 214-234.
- OPPENCHAIM N., LEFEUVRE M.-P., DEVAUX J., 2022, « L'hébergement Airbnb hors des grandes métropoles: Une activité plus ou moins rationalisée entre visée rentière et occupation », *Réseaux*, 6, p. 253-284.
- PALOMERA J., 2014, « Reciprocity, Commodification, and Poverty in the Era of Financialization », *Current Anthropology*, 55, S9, p. S105-S115.
- PASCUAL P.C.C., 2022, *La democracia de propietarios: fondos de inversión, rentismo popular y la lucha por la vivienda*, Traficantes de Sueños.

- PIKETTY T., 2013, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Éditions du Seuil (Les livres du nouveau monde), 970 p.
- ROGER S., JANKEL S., 2020, « À Paris, quatre résidences secondaires sur dix appartiennent à des Franciliens ».
- ROSEN E., GARBODEN P.M.E., COSSYLEON J.E., 2021, « Racial Discrimination in Housing: How Landlords Use Algorithms and Home Visits to Screen Tenants », *American Sociological Review*.
- SEMI G., TONETTA M., 2019, « Plateformes locatives en ligne et rente urbaine à Turin : les classes moyennes face à l'austérité », *Annales de géographie*, N°727, 3, p. 40.
- SERVICE DES DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES (SDES), 2022, « Chiffres clés du logement - Édition 2022 », *Chiffres clés du logement*.
- SHIFFER-SEBBA D., 2020, « Understanding the Divergent Logics of Landlords: Circumstantial versus Deliberate Pathways », *City & Community*, 19, 4, p. 1011-1037.
- SOAITA A.M., SEARLE B.A., MCKEE K., MOORE T., 2017, « Becoming a landlord: strategies of property-based welfare in the private rental sector in Great Britain », *Housing Studies*, 32, 5, p. 613-637.
- TOPALOV C., 1987, *Le logement en France: histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 437 p.
- TOUATI A., 2016, « La densification spontanée à Trappes ou la production informelle d'un parc social de fait 1 », *Tous urbains*, 4, p. 41-44.
- VIGNAL C., 2018, « Travail du domicile et travail à domicile : pratiques de familles populaires autour de la propriété du logement », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED.
- VOLDMAN D., 2016, *Locataires et propriétaires. Une histoire française : XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Payot, 350 p.

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO

Cécile Vignal y Margot Delon

CALENDARIO

Envío de artículos antes del **1 de noviembre de 2024**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

Exclusivamente en formato digital por correo electrónico a las dos direcciones siguientes:

cecile.vignal1@univ-lille.fr ;margot.delon@univ-nantes.fr

Los y las autoras que tengan dudas sobre la pertinencia de sus propuestas pueden ponerse en contacto con los responsables del monográfico.

ATENCIÓN

La revista no acepta propuestas de artículos sino artículos completos.

Los artículos no deben sobrepasar los 45.000 caracteres (espacios incluidos), contando el texto, las notas, las referencias bibliográficas y los anexos, pero no los resúmenes ni las palabras clave.

Las normas de presentación y los consejos a los autores y autoras están disponibles en el sitio web de la revista:

Https://www.cairn.info/docs/es_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_20220614.pdf

Espaces et sociétés
Call for articles for issue number 199, 3/2026

Ordinary property rent and its spaces

Coordinated by Cécile Vignal and Margot Delon

In France, one in four dwellings belongs to a private landlord, which represents 7.5 million dwellings in the hands of more than 2 million owners (Service des données et études statistiques (SDES), 2022). These landlords, who are mostly “natural persons” rather than companies, have attracted little research attention though they play a central role in the production of urban inequalities and housing-related social relations (Delon, Vignal, 2022). By focusing on the spaces where private landlords acquire properties and on the ordinary strategies they employ in order to extract rental income, this issue of *Espaces et sociétés* aspires to contribute to a developing thread in French and international urban research.

For a long time, rental property ownership has been the poor relation in sociological analysis, which has focused on owner occupiers, and in particular on middle-class and working-class homeownership. Private landlords in France have therefore mainly been a topic of interest, on the one hand, for some historians, political scientists and urbanists, (Levy and Saint-Raymond, 1992; Magri, 1996; Michel, 2006; Voldman, 2016), and on the other hand and more often for economists and statisticians (Chodorge et Pavard, 2016; Massot et Bovieux, 2016). However, research in these disciplines has not brought insight into day-to-day social relations in the private rented sector, into the investment trajectories of landlords, or into the patrimonial structures that shape them.

Nonetheless, scientific and political interest in these issues is growing. Since the late 2000s, several French studies have looked at the importance of real estate assets in social rankings (Gollac and Bessière, 2020; Piketty, 2013) and at adaptation to market processes. Initial studies have explored short-term rental via platforms like Airbnb, noting the porosity between residential uses and commercial uses for both principal and second homes (Oppenchain, Lefevre et Devaux, 2022; Roger et Jankel, 2020). Field studies were then conducted on long-term rental properties, mainly from the perspective of rental property investment policies in new programmes pursued by upper and middle class investors (Benites-Gambirazio and Bonneval, 2021; Bonneval and Robert, 2013; Herlin-Giret and Spire, 2022). And finally, landlords of properties rented under 12-month leases have become central to studies – some of them still ongoing – in economic sociology, urban sociology and the sociology of social classes, or else from a perspective focusing more on urban policies and public regulations. These studies explore the trajectories of private landlords in big cities and small towns, and the strategies of dividing houses into apartments or investment in condominiums (Bergerand, 2020; Davy, Mertiny and Richard, 2014; Delon and Fournier, 2019; Lefevre, 2018; Touati, 2016; Vignal, 2018).

The international literature is extremely diverse. While key studies have been conducted on the impact of a global dynamic of financialization in housing production (Aalbers, 2017; Harvey, 1989), its forms and its consequences remain closely tied to the national and local contexts in which it takes place (Aalbers et Haila, 2018; Gaudreau, 2020). As a result, the figure of the private landlord varies greatly depending on the nature of the housing market, the public policies pursued and the type of welfare state system... Studies conducted in the UK, for example, have documented the large-scale emergence of a group of private landlords who have turned to rental income as a response to neoliberal reforms in employment and social welfare

(Arundel, 2017; Soaita et al., 2017). In the US, particular attention has been paid to the discriminatory practices of private landlords and the complexity of social relations in the rented sector (Desmond, 2016; Rosen, Garboden et Cossyleon, 2021; Shiffer-Sebba, 2020). In both Italy and Spain, the emphasis has been on the different forms of urban income obtained from housing, in particular among the upper and middle classes (Pascual, 2022; Semi and Tonetta, 2019). Elsewhere in the world, the “private rented sector” is also described in its informal variants, for example in Ghana (Arku, Luginaah and Mkandawire, 2012) or in South Africa (Gunter et Massey, 2017); in China, it is the establishment of rental monopolies by landlords operating in certain housing subsectors that has featured in a recent study (Li, 2023). These studies, of which only a sample is given here, prompt research on the ordinary strategies of households that have acquired or inherited homes that are put out for long-term rent.

This issue of *Espaces et sociétés* thus aims for the first time to bring together empirical studies on real estate assets in the private rented sector and their spaces. While we think it important to prioritise the extensive research underway on this theme in France and in Europe, this issue of the journal will be open to international case studies that show the variety of strategies for the extraction of rental income by ordinary households, driven by the disintegration of welfare states and the neoliberalisation of urban policies. These households with accumulated assets may be observed equally in urban, suburban and rural areas. The local configurations, the types of public regulation, the relations between private landlords and rental agencies may also be documented.

The articles will need to tackle the handling of long-term leases, a subject that has paradoxically attracted few studies given that it is the majority practice in the private rented sector and that it relies on ownership and economic processes that have contributed to the inflation in rents and real estate values in the last 30 years. It will also be interesting to study the interconnections between the many strategies for maximising income or accumulating assets (including via private companies). Finally, this journal feature will explore the effects of economic and real estate crises, falling values in certain areas and rental properties, as well as resistance to the financialization of housing. The research may be quantitative or qualitative in approach.

Overall, the aim of the feature is to examine this dual relationship between rental property ownership and space from two perspectives: what is the effect of spaces on rental property and what is the effect of rental property on space.

1. Space in patrimonial strategies and social relations in the private rental sector.

Real estate assets can be considered as an aspect of the formation of social classes. Recent studies have described trends in the ownership of rental housing in France by analysing its role in social inequalities of inheritance (Delon and Vignal, 2022; Gollac and Bessière, 2020). How does the location of rented housing vary according to the social class of the owners? What are the preferred spaces for rental property ownership and how does this location vary over time? Do different types of space coexist within a single set of real estate assets? Who are the owners of the old and dilapidated rental housing stock mostly found in the big estates around cities? With respect to the production of new rental housing, what are the trends in the spatial strategies of the big real estate developers who specialise in investment in rental property? The ownership strategies of private sector landlords can also cross borders. What transnational flows of property owners and real estate capital can be observed?

Finally, private sector landlords exercise power over space through the tenants they select, through the rents they set, through the upkeep of their properties or in the way they

recover rent arrears (François, 2023). How does space mediate social relations in the private rental sector and conflict around ownership (and how do these vary from one space to another)? Property ownership also depends on social relations of gender and generation within families (Gollac and Bessière, 2020), which are themselves interwoven with relations of class and ethnicity (Palomera, 2014). Articles might analyse how these interwoven factors operate through the experiences of owners.

2. Rental property ownership, property rent and the production of space

Property rent is a way to understand how the city is produced and controlled. The feature will therefore examine how rental property ownership contributes to the production of space, at several levels. How is housing commodified, despite its history of “impossible commodification” (Topalov, 1987)? What architectures and transformations of the built fabric – such as the creation of condominiums in the 1930s and the dividing up of houses and single-owner buildings – facilitate its use as rented housing? What advances in commodification can be observed according to housing types, types of space or market segments? The dynamics around rental property ownership can ultimately have spatial effects on population demographics. How does its distribution influence, for example, socio-spatial segregation?

How does rental property contribute to the formation of the *spatial fix* (Harvey, 2001)? What role does it play in the attractiveness strategies implemented by the authorities in order to highlight certain spaces and facilitate capital flows and entrenchment? What is the influence of private actors in this process? Historically, but also in certain contemporary housing submarkets, the figure of the employer merges with that of the private landlord who provides his employees, in some cases mobile workers, with housing, thereby combining relations of workplace exploitation with tenant-landlord relations (Magri, 1996). More recently, studies have shown how private investment in rental property and investment by transnational gentrifiers (Montezuma and McGarrigle, 2019) has prepared the ground for the influx of large companies that are gradually beginning to monopolise the market (Cocola-Gant et al., 2021) or to capture household savings for Coliving type real estate investment (Casier, 2023).

We are looking for contributions from different social science disciplines (sociology, geography, economics, political science, urbanism, history) based on quantitative and/or qualitative data. The contributions may draw on case studies in France or in Europe, as well as other international contexts, and on different types of urban, periurban or rural spaces.

"Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

Attention, la revue n'accepte pas de propositions d'articles, mais des articles complets.

Les articles ne dépassent pas 45 000 signes (espaces comprises) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés et mots clés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue : lien pdf

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication."

Bibliography

- AALBERS M.B., 2017, *The Financialization of Housing: A political economy approach*, 1st edition, London New York, NY, Routledge, 158 p.
- AALBERS M.B., HAILA A., 2018, « A conversation about land rent, financialisation and housing », *Urban Studies*, 55, 8, p. 1821-1835.
- ARKU G., LUGINAAH I., MKANDAWIRE P., 2012, « “You Either Pay More Advance Rent or You Move Out”: Landlords/Ladies’ and Tenants’ Dilemmas in the Low-income Housing Market in Accra, Ghana », *Urban Studies*, 49, 14, p. 3177-3193.
- ARUNDEL R., 2017, « Equity Inequity: Housing Wealth Inequality, Inter and Intra-generational Divergences, and the Rise of Private Landlordism », *Housing, Theory and Society*, 34, 2, p. 176-200.
- BENITES-GAMBIRAZIO E., BONNEVAL L., 2021, « Promouvoir un dispositif d’incitation fiscale à l’investissement locatif: Quand les professionnels de l’immobilier deviennent acteurs relais », *Gouvernement et action publique*, 4, p. 137-160.
- BERGERAND M., 2020, « L’éternel retour du « parc social de fait » », *Métropolitiques*.
- BONNEVAL L., ROBERT F., 2013, « Chapitre VII. Les déterminants économiques des décisions d’investissement : Revenu locatif, prix et rentabilité de l’immobilier », dans *L’immeuble de rapport. L’immobilier entre gestion et spéculation (Lyon 1860-1990)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- CASIER C., 2023, « Le coliving ou la financiarisation des maisons bruxelloises », *Brussels Studies. La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles / Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The Journal of Research on Brussels*.
- CHODORGE M., PAVARD C., 2016, « Le parc locatif privé et ses bailleurs en 2013 », ANIL.
- COCOLA-GANT A., JOVER J., CARVALHO L., CHAMUSCA P., 2021, « Corporate hosts: The rise of professional management in the short-term rental industry », *Tourism Management Perspectives*, 40, p. 1-12.
- DAVY A.-C., MERTINY P., RICHARD M., 2014, « La division des pavillons de banlieue », *Métropolitiques*.
- DELON M., FOURNIER J., 2019, « L’attrait de la pierre. Les investissements immobiliers des classes populaires et moyennes dans une petite ville », Socialisations économiques. Journée d’étude organisée par le RT5 (« Classes sociales, inégalités, fragmentations »), le RT12 (« Sociologie économique »), et le RT50 (« Socialisations ») de l’Association Française de Sociologie., CNRS/Pouchet, 14 mars 2019.
- DELON M., VIGNAL C., 2022, « Les inégalités d'accès et de valorisation de la propriété immobilière locative à travers les enquêtes Logement (1992-2013) et Histoire de vie et Patrimoine (2017-2018) », Tours, 2022.
- DESMOND M., 2016, *Evicted: Poverty and Profit in the American City*, Crown/Archetype, 377 p.
- FRANÇOIS C., 2023, *De gré et de force: comment l’État expulse les pauvres*, Paris, France, La Découverte, 233 p.
- GAUDREAU L., 2020, *Le promoteur, la banque et le rentier: fondements et évolution du logement capitaliste*, Québec, Canada, Lux Editeur.
- GOLLAC S., BESSIÈRE C., 2020, *Le genre du capital: Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte, 251 p.

GUNTER A.G., MASSEY R.M., 2017, « Renting Shacks: Tenancy in the informal housing sector of the Gauteng Province, South Africa », *Bulletin of Geography. Socio-economic Series*, 37, p. 25-34.

HARVEY D., 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71, 1, p. 3-17.

HARVEY D., 2001, « Globalization and the “spatial fix” », *geographische revue: Zeitschrift für Literatur und Diskussion*, 3, 2, p. 23-30.

HERLIN-GIRET C., SPIRE A., 2022, « Saisir la justice sans la connaître: Trajectoires de contribuables léssé· es », *Genèses*, 3, p. 10-31.

LEFEUVRE M.-P., 2018, « Rentières ou logeuses. Eléments sur les femmes bailleresses », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED, p. 285-300.

LEVY J.-P., SAINT-RAYMOND O., 1992, *Profession propriétaire: logiques patrimoniales et logement locatif en France*, Toulouse, France, Presses universitaires du Mirail, 180 p.

LIB., 2023, « The realization of class-monopoly rents: Landlords' class power and its impact on tenants' housing experiences », *Journal of Urban Management*.

MAGRI S., 1996, « Les propriétaires, les locataires, la loi. Jalons pour une analyse sociologique des rapports de location, Paris 1850-1920 », *Revue Française de Sociologie*, 37, 3, p. 397-418.

MASSOT A., BOVIEUX J., 2016, « Les propriétaires bailleurs », *Politiquedulogement.com, en ligne*.

MICHEL H., 2006, *La cause des propriétaires: État et propriété en France, fin XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 319 p.

MONTEZUMA J., MCGARRIGLE J., 2019, « What motivates international homebuyers? Investor to lifestyle ‘migrants’ in a tourist city », *Tourism Geographies*, 21, 2, p. 214-234.

OPPENCHAIM N., LEFEUVRE M.-P., DEVAUX J., 2022, « L’hébergement Airbnb hors des grandes métropoles: Une activité plus ou moins rationalisée entre visée rentière et occupation », *Réseaux*, 6, p. 253-284.

PALOMERA J., 2014, « Reciprocity, Commodification, and Poverty in the Era of Financialization », *Current Anthropology*, 55, S9, p. S105-S115.

PASCUAL P.C.C., 2022, *La democracia de propietarios: fondos de inversión, rentismo popular y la lucha por la vivienda*, Traficantes de Sueños.

PIKETTY T., 2013, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Éditions du Seuil (Les livres du nouveau monde), 970 p.

ROGER S., JANKEL S., 2020, « À Paris, quatre résidences secondaires sur dix appartiennent à des Franciliens »,,

ROSEN E., GARBODEN P.M.E., COSSYLEON J.E., 2021, « Racial Discrimination in Housing: How Landlords Use Algorithms and Home Visits to Screen Tenants », *American Sociological Review*.

SEMI G., TONETTA M., 2019, « Plateformes locatives en ligne et rente urbaine à Turin : les classes moyennes face à l'austérité », *Annales de géographie*, N°727, 3, p. 40.

SERVICE DES DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES (SDES), 2022, « Chiffres clés du logement - Édition 2022 », *Chiffres clés du logement*.

SHIFFER-SEBBA D., 2020, « Understanding the Divergent Logics of Landlords: Circumstantial versus Deliberate Pathways », *City & Community*, 19, 4, p. 1011-1037.

SOAITA A.M., SEARLE B.A., MCKEE K., MOORE T., 2017, « Becoming a landlord: strategies of property-based welfare in the private rental sector in Great Britain », *Housing Studies*, 32, 5, p. 613-637.

TOPALOV C., 1987, *Le logement en France: histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 437 p.

TOUATI A., 2016, « La densification spontanée à Trappes ou la production informelle d'un parc social de fait 1 », *Tous urbains*, 4, p. 41-44.

VIGNAL C., 2018, « Travail du domicile et travail à domicile : pratiques de familles populaires autour de la propriété du logement », dans LAMBERT A., BONVALET C., DIETRICH-RAGON P. (dirs.), *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française contemporaine*, Paris, INED.

VOLDMAN D., 2016, *Locataires et propriétaires. Une histoire française : XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Payot, 350 p.

FEATURE COORDINATORS

Cécile Vignal and Margot Delon

TIMETABLE

Articles to be sent no later than **November 1, 2024**

CORRESPONDENCE ADDRESS

Exclusively by email to the following two addresses:

cecile.vignal1@univ-lille.fr

margot.delon@univ-nantes.fr

Authors who are not certain whether their article is suitable can contact the feature coordinators.

The journal does not accept article proposals, only completed articles.

Articles should not exceed 45,000 characters (including spaces), encompassing: text, notes, bibliographical references, appendices, but excluding abstracts and keywords.

Article proposals may be submitted in English, French, German, Spanish, Portuguese or Italian.

However, if the text is accepted for publication, it is the author's responsibility to provide a professional French translation.

The presentation requirements and advice for authors are available on the journal website:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

The journal would like to remind potential contributors that they may at any time submit an article outside the subject of this special feature, if it is about the relationship between spaces, territories and populations in the widest sense, and provided that it meets the publication requirements.